

VIN ET SOUS-MARINS

LA DYNAMIQUE COMPLEXE DES RELATIONS SINO-AUSTRALIENNES

Alexandre SCHIELE



(ABC News)

ÉTUDES DU CQEG N°8

Avril 2023

Vin et sous-marins

LA DYNAMIQUE COMPLEXE DES RELATIONS SINO-AUSTRALIENNES

Alexandre SCHIELE

Chercheur associé au Conseil Québécois d'Études géopolitiques de l'Université Laval

Chercheur affilié au Centre Louis Frieberg pour les Études est-asiatiques de l'Université de Jérusalem

alexandre.schiele@mail.huji.ac.il

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	3
1. 1972 : Année de la formalisation des relations sino-australiennes	4
2. Les relations commerciales sino-australiennes : quatre décennies de succès.....	6
3. Le basculement de l'opinion australienne (2017 - 2019).....	7
4. La Politique de voisinage et le Front uni : la Chine en Australie.....	12
4.1 L'Australie, périphérie élargie de la Chine	12
4.2 L'Australie, terrain d'action présumé du Front uni	13
5. La détérioration des relations sino-australiennes depuis 2019	14
5.1 Hong Kong et les manifestations en Australie.....	15
5.2 La controverse sur l'origine de la Covid-19.....	16
5.3 Le nouvel environnement de sécurité régionale.....	20
Conclusion : un jeu rarement à somme nulle.....	24
Références.....	27

Summary

Relations between Australia and China have quickly deteriorated with the spread of Covid-19. This study examines the evolution of Sino-Australian relations since their officialization in 1972 to make sense of this shift. First, it shows, as for other Asia-Pacific States, that the deepening of economic links did not lead Australia to question its networks of alliances. Second, it presents the shift in the Australian public opinion from 2017 on, following revelations about the funding of political parties by Chinese Australians, and the measures taken by the Government to address the issue. Third, the study discusses the impact, from 2019 on, of three nearly simultaneous crises on the intensification of the security dilemma : a) the spread of clashes between pro-Hong Kong and pro-China activists to Australian university campuses ; b) China's reprisals against Australia for its call for an international inquiry into the origin of Covid-19 ; and, c) China's strengthened military presence in Asia-Pacific.

Keywords: China, Australia, economy, alliances, security, political crisis, public opinion.

Résumé

Les relations entre l'Australie et la Chine se sont très rapidement dégradées avec la propagation de la Covid-19. Cette étude propose une mise à plat de l'évolution des relations sino-australiennes depuis leur formalisation en 1972, afin de comprendre ce basculement. Premièrement, elle montre qu'à l'instar des autres États de l'Asie-Pacifique, l'approfondissement de ses liens économiques avec la Chine n'a jamais conduit l'Australie à remettre en question ses réseaux d'alliances. Deuxièmement, elle présente le basculement de l'opinion australienne à partir de 2017 à la suite de révélations sur les financements des partis politiques par des Sino-Australiens, et les mesures adoptées par le gouvernement pour y remédier. Troisièmement, l'étude discute l'impact de trois crises quasi simultanées à partir de 2019 sur l'intensification du dilemme de sécurité : a) l'extension aux campus universitaires australiens des affrontements entre pro-hongkongais et pro-chinois ; b) les représailles chinoises en réaction à l'appel de l'Australie à l'organisation d'une enquête indépendante sur l'origine de la Covid-19 ; et c) la présence militaire renforcée de la Chine en Asie-Pacifique.

Mots-clés : Chine, Australie, économie, alliances, sécurité, crise politique, opinion publique..

Introduction

Le titre pourrait prêter à sourire. Mais il est délibéré. Il est délibéré non seulement parce que les finales riment, mais surtout parce qu'il condense, tant en périodes de rapprochement que de tension, la dynamique des relations entre la République populaire de Chine (ci-après, la Chine) et l'Australie. Des relations dont les deux principales composantes, toujours découplées l'une de l'autre, mais rarement à somme nulle, sont le commerce et la sécurité. Or, ces dernières années elles ont été affectées par un activisme à la fois manifeste et discret de la Chine.

La crispation qui en a découlé est riche d'enseignement, car cet activisme et les réactions qu'il a provoquées, et suscite encore, a le potentiel de transformer à la fois les règles qui régissent les interactions entre les acteurs et le tablier du jeu sur lequel ceux-ci évoluent alors que les représentations qu'ils se font des uns et des autres se sont déjà modifiées. Qui plus est, exacerbée par la crise du Covid 19, cette dégradation, ponctuée

d'admonestations et de représailles, déstabilise l'équilibre des menaces, intensifie le dilemme de sécurité, et risque de peser encore longtemps sur les relations sino-australiennes.

Cette étude se veut une mise à plat de l'évolution des relations sino-australiennes depuis 1972. Elle se divise en trois parties. La première rappelle le contexte de la formalisation des relations entre l'Australie et la Chine et le développement de leurs échanges économiques à la suite des réformes de Deng Xiaoping. La seconde se penche sur la conjoncture qui a conduit au basculement de l'opinion publique en Australie et au durcissement de la politique australienne. La troisième examine les facteurs qui ont mené à un refroidissement des relations entre la Chine et l'Australie.

1. 1972 : Année de la formalisation des relations sino-australiennes

L'année 2022 a marqué tant pour l'Australie que la Nouvelle-Zélande¹ le 50^e anniversaire de la formalisation de leurs relations avec la Chine (Arderm, 2022 ; Prime Minister of Australia, 2022). Évidemment, la première se plaît à rappeler que la Chine a inauguré son premier consulat en 1909 (National Archives of Australia, n. d.) et la seconde que le premier immigrant chinois est arrivé vers 1840 (Mahuta, 2022). Mais les relations sino-australiennes débutent véritablement en 1972². L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont chacune initié le dialogue avec Beijing, de leur propre initiative, sans se concerter ni même en informer Washington (Tow, 2012), alors qu'elles étaient formellement liées aux États-Unis durant la Guerre froide, et le sont toujours par des traités de défense mutuelle et de coopération militaire (ANZUS, 1951³ ; Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est, 1954⁴), de collaboration en matière de renseignement et d'échange d'information (UKUSA

-
1. Ces deux pays jouissent d'une proximité qui les rapproche sur les plans culturel, politique et économique, proximité renforcée par un relatif isolement géographique ; leurs politiques étrangères sont très souvent alignées l'une sur l'autre (Köllner, 2022).
 2. Spécifiquement, le 21 décembre pour l'Australie, et le 22 décembre pour la Nouvelle-Zélande.
 3. Les États-Unis ont suspendu leurs obligations envers la Nouvelle-Zélande en 1986, car, attachée au principe de la dénucléarisation, elle refusait l'accès à ses ports à tout navire à propulsion nucléaire ou transportant des armes nucléaires – bloquant *de facto* l'accès à ses ports à tout navire militaire américain parce que leur armement était gardé secret. Le *Pivot américain vers l'Asie*, un rééquilibrage stratégique face à la montée de la Chine, rétablira *de facto* l'alliance au début des années 2010 (Vaughn, 2013).
 4. L'OTASE, dont l'impuissance était avérée de longue date, s'est autodissoute en 1977 (Office of the Historian, n.d.).

/ Five Eyes, 1956), ainsi que d'interopérabilité militaire (ABCA, Australie 1963, Nouvelle-Zélande 1965 en tant qu'observatrice)⁵.

Curieusement, c'est l'opposition travailliste officielle, alors certaine de remporter les élections l'année suivante, qui a fait les premiers pas en 1971, et non pas le gouvernement libéral au pouvoir (Tow, 2012). Loin d'être le fruit d'une affinité idéologique, cette démarche découlait d'un constat « réaliste » : il ne devenait plus possible d'ignorer le pays le plus peuplé du monde, ni de perpétuer la fiction que la République de Chine, repliée sur Taiwan, parlait au nom de toute la Chine⁶. De plus, la rupture sino-soviétique achevée au cours des années 1960 et les conflits répétés qui en découlaient, contraignaient l'URSS à maintenir une importante présence militaire en Asie (Gerson, 2010). L'Australie et la Nouvelle-Zélande n'étaient pas les seules à normaliser leurs relations avec la Chine : l'Allemagne de l'Ouest et le Royaume-Uni conduisaient leurs négociations en parallèle, alors que le Canada et l'Italie avaient établi ces relations deux ans auparavant (Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China, n.d.).

Toutefois, il est important de souligner que le Bloc de l'Ouest ne s'est véritablement tourné vers Beijing qu'une fois la reconnaissance de la République populaire de Chine comme seule représentante légitime de la Chine par l'Assemblée générale des Nations-Unies (1971), après que le tiers-monde, qui compose la plus large part des membres de l'ONU, ait noué des liens avec Beijing (Carter, 2020). Par contre, un certain tabou persistait sur ces démarches d'ouverture : ainsi, les Australiens ignoraient qu'ils avaient devancé la visite d'Henry Kissinger, Secrétaire d'État du Président américain Richard Nixon, de trois jours⁷ (Tow, 2012).

-
5. L'Australie et la Nouvelle-Zélande sont aussi liées par des traités de sécurité à leur ancienne métropole et à la Malaisie et Singapour – deux autres ex-colonies britanniques asiatiques (*Five Power Defence Arrangements*, 1971).
 6. Il ne faut pas confondre la République populaire de Chine (RPC) avec la République de Chine (RC), alors dominée par le Parti nationaliste, rival des communistes et réfugié à Taiwan depuis la promulgation de la RPC par Mao Zedong en 1949.
 7. Par comparaison, la Papouasie Nouvelle-Guinée, nouvellement indépendante de l'Australie (1975), s'est tournée spontanément vers Beijing (1976). Mais, elle fait figure d'exception en Mélanésie, dont les États indépendants n'ont que tardivement rompu avec la République de Chine et reconnu la République populaire de Chine (Îles Salomon, 2019), sous l'effet d'une intense offensive diplomatique et économique visant explicitement à isoler Taiwan (Herscovitch, 2022). Quatre États des îles du Pacifique n'ont toujours pas cédé (Îles Marshall, Nauru, Palau, et Tuvalu).

2. Les relations commerciales sino-australiennes : quatre décennies de succès

Les Australiens n'ont posé aucune condition à la formalisation des relations avec la Chine et leurs alliés n'ont émis aucune protestation, pas même les États-Unis, car l'Australie et la Nouvelle-Zélande avaient toutes deux signifié que leur alliance avec les États-Unis était tant fondamentale qu'inconditionnelle. Canberra comme Wellington ont interprété ce silence comme un accord tacite. Cela dit, l'Australie a cherché à s'imposer comme intermédiaire entre Beijing et Washington pour corriger les représentations que chacun se faisait de l'autre en vue de réduire la part d'incertitude dans leurs relations (Tow, 2012). Dès lors, les relations de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande avec la Chine vont s'épanouir tant sur le plan diplomatique que commercial, s'approfondissant chaque fois de leur propre initiative, mais toujours avec l'accord tacite des États-Unis, et sans jamais fragiliser leurs alliances avec eux. Ainsi, d'une valeur de 86,4 millions USD en 1972 (Hou, 2006), le commerce bilatéral entre la Chine et l'Australie a atteint 9,5 milliards USD en 2001, soit une multiplication par un facteur de 110 (WITS – UNSD Comtrade, n.d. a) ⁸. Avant même son accession à l'*Organisation mondiale du commerce* (OMC) le 11 décembre 2001, la Chine était déjà le troisième pays de provenance des importations australiennes, et la quatrième destination des exportations australiennes.

Pourtant, l'Australie ne conclura un accord de libre-échange avec la Chine (ChAFTA) que sept ans après la Nouvelle-Zélande (2015), alors que la Chine est déjà son principal partenaire économique depuis 2009 (WITS – UNSD Comtrade n.d. f), et la seconde destination des investissements chinois après les États-Unis (90 milliards USD comparativement à 100 milliards USD entre 2007 et 2017) (KPMG et l'Université de Sydney, 2017). Mais, conjointement avec la Nouvelle Zélande, l'Australie a été parmi les premiers États à adhérer à la *Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures* (AIIB,

8. En parallèle, le commerce bilatéral avec la Nouvelle-Zélande est passé de « moins » de 2 millions USD (Mahuta, 2022) à 1,5 milliard USD (WITS – UNSD Comtrade, n.d. b) – une multiplication par un facteur de 750. On comprend mieux pourquoi la Nouvelle-Zélande a été le premier État à ratifier l'accession de la Chine à l'OMC (1997), et le premier État à reconnaître le statut d'économie de marché de la Chine (2004) – avec tous les avantages commerciaux que cela comporte. Plus significatif, encore, elle est la première économie développée à avoir conclu un accord de libre-échange avec la Chine (2008) (New Zealand Ministry of Foreign Affairs and Trade, 2017), elle était alors la troisième destination des exportations et le second pays de provenance des importations (WITS – UNSD Comtrade, n.d. c). Cinq ans plus tard, la Chine est devenue le premier partenaire économique de la Nouvelle-Zélande, devant l'Australie (WITS – UNSD Comtrade, n.d. d), qui avait jusqu'au tournant des années 2010 occupé cette place (WITS – UNSD Comtrade, n.d. e). En dix ans, les exportations néo-zélandaises vers la Chine ont été multipliées par trois (New Zealand Ministry of Foreign Affairs and Trade, 2017). La Nouvelle Zélande a même conclu en 2014 un accord de co-production cinématographique et télévisuelle avec la Chine (Government of New Zeland, 2014).

2023), une initiative chinoise visant à concurrencer le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement (Brant, 2014).

Un produit illustre mieux que tous les autres l'explosion des exportations australiennes vers la Chine. L'Australie connaît depuis les années 1980 un boom de production vinicole : elle quadruple, alors que la part destinée à l'exportation est passée de moins de 2 % au cours des années 1980 (Anderson, 2018) à plus de 60 % en 2019. Indicateur révélateur, la Chine est la première destination des exportations, dont la valeur correspondait alors à 37 % du total des exportations australiennes de vin (Wine Australia, 2020).

Le principal moteur de cette envolée des échanges est les réformes économiques lancées par Deng Xiaoping à la fin de 1978. Et ce sont les opportunités économiques créées qui ont guidé l'approfondissement des relations bilatérales avec la Chine (Bisley, 2018). Cette dynamique n'est pas propre aux relations sino-australiennes : au contraire, elle caractérise la majorité des relations bilatérales entre la Chine et les nations de l'Asie-Pacifique, y compris leur méfiance persistante sur le plan sécuritaire.

Cela met en évidence le découplage qui nous semble être au cœur de la dynamique des relations sino-australiennes ; à preuve : la libéralisation rapide des échanges entre la Chine et l'*Association des nations de l'Asie du Sud-est* (Anase) (Accord de libre-échange, 2010 ; Partenariat économique régional global, 2020), se déploie sans rapprochement sur le plan sécuritaire, alors que tel est précisément l'un des objectifs de la *Route maritime de la Soie du 21^e siècle* promue par Beijing (Xi, 2013). Pour le dire autrement : l'épanouissement des relations commerciales avec la Chine n'a conduit ni l'Australie ni la Nouvelle-Zélande, pas plus que l'Asie-Pacifique de manière générale, à repenser leurs alliances avec les États-Unis, ni le fait qu'elles s'en remettent à eux pour maintenir l'ordre régional, au grand dam de Beijing (Hoang, 2019).⁹

3. Le basculement de l'opinion australienne (2017 - 2019)

Jusqu'en 2017, les relations sino-australiennes n'avaient connu que trois moments de tensions rapidement oubliés : le premier s'était manifesté dans la foulée de la répression de Tiananmen (1989) ; le second lors la Troisième crise du détroit de Taiwan (1995-1996), lorsque la Chine avait cherché, par une démonstration de force, à peser sur les premières

9. Cela étant dit, le *Pivot vers l'Asie* promu par l'administration Obama reçut un accueil tout aussi mitigé en Asie du Sud-Est car il risquait de modifier l'équilibre régional. (Bush, 2012)

élections libres de Taiwan (Tow, 2012). Le troisième a été plus inattendu. Kevin Rudd, élu Premier ministre travailliste en 2007, le premier en une décennie, était sinologue de formation, un fait rare en politique. Aussi, nombre craignaient qu'il n'adopte une attitude plus conciliante à l'égard de la Chine. Bien au contraire, il s'est montré immédiatement intransigeant sur la question des droits de l'homme et du renforcement militaire de la Chine. Mais il a été rapidement forcé de modérer son discours¹⁰. Après sa démission en 2010, à la suite d'une crise de leadership¹¹, les relations avec la Chine se sont de nouveau améliorées avec une multiplication des rencontres de haut niveau et la mise en place de mécanismes pour les encadrer (Bisley, 2018).

L'année 2009 avait jusque-là été le nadir des relations sino-australienne et la faute en avait incombé en grande partie au gouvernement de Kevin Rudd. En revanche, la dégradation des relations dans la seconde moitié des années 2010, qui perdure, a résulté des opérations présumées d'influence chinoise en Australie ou, plus exactement, de leur révélation par les médias.

Diffusée le 5 juin 2017 en soirée sur ABC (*Australian Broadcasting Corporation*¹²), une enquête conjointe de *Four Corners* et de *Fairfax Media* a abouti à deux révélations majeures : premièrement, l'*Australian Security Intelligence Organization* (ASIO), le service de renseignement australien, avait dès 2015 fait part de ses préoccupations aux trois principaux partis politiques (le parti travailliste, le parti libéral, et le parti national) quant à la provenance de certaines sources de financement et les risques d'ingérence qu'elles entraînaient, bien qu'aucune loi n'encadrât véritablement le financement politique provenant de l'étranger (McKenzie *et al.*, 2017a). Huang Xiangmo, un milliardaire chinois, immigrant récent (2011) et résident permanent australien, était, parmi d'autres, devenu leur principal bailleur de fonds, ce qui lui assurait des entrées aux

10. Mais pour quiconque a suivi son parcours universitaire, il y a peu de surprise : son mémoire de fin de premier cycle (*honour thesis*) portait sur Wei Jingsheng, principal activiste démocratique du Printemps de Pékin (1978-1979) et grand dissident (Sydney Morning Herald, 2008). Ce mémoire avait été rédigé sous la direction du sinologue belge Pierre Ryckmans, alias Simon Leys, dont l'ouvrage *Les habits neufs du président Mao* (1971) a été l'un des premiers à déconstruire le mythe de la Révolution culturelle. (Haski, 2014) Kevin Rudd, toujours actif en politique australienne, et dans les débats internationaux, continue de mobiliser une grille de lecture antitotalitaire.

11. Il redeviendra Premier ministre durant trois mois, du 27 juin au 18 septembre 2013, jusqu'à la défaite électorale du Parti travailliste face au Parti libéral.

12. Le pendant australien de la BBC et de CBC/Radio-Canada.

plus hauts échelons de l'État. Or, l'ASIO s'alarmait de ses liens « opaques » avec le Parti communiste chinois (Bourke, 2017).

La seconde révélation de l'enquête était autrement plus préoccupante : les partis, les élus et les candidats continuaient, deux ans plus tard, à s'afficher avec Huang Xiangmo, de solliciter ses contributions et surtout de les accepter (Bourke, 2017). Une telle situation, alors que l'année précédente, en 2016, un scandale avait éclaboussé Sam Dastyari, le sénateur travailliste représentant la Nouvelle-Galles du Sud, ex-Secrétaire général du Parti travailliste de la Nouvelle-Galles du Sud. Lors d'une conférence de presse en langue chinoise, le 17 juin, durant la campagne électorale, il avait déclaré – tout sauf à l'improvvisu, preuve audio à l'appui, mais obtenue tardivement par *ABC* – à propos des revendications chinoise en Mer de Chine méridionale :

L'intégrité des frontières chinoises est l'affaire de la Chine. Le rôle que l'Australie devrait jouer en tant qu'amie est de savoir, voyant les millénaires d'histoire, les millénaires d'histoire (sic), quand nous devons et ne devons pas nous ingérer. En tant que partisan de la Chine, et ami de la Chine, le Parti travailliste australien joue un rôle important dans le maintien de cette relation. Et le meilleur moyen de la préserver est de savoir lorsque nous devons et ne devons pas nous ingérer. (Cité dans McDermott, 2017, traduction libre).

De tels propos se situaient non seulement aux antipodes de la position du gouvernement australien, lequel rejette en bloc les revendications chinoises, mais ils étaient en rupture avec celle de son propre parti. Or, il s'avère qu'une entreprise chinoise liée à l'État chinois avait spontanément acquitté des frais juridiques qu'il avait encourus en 2014 ; et que l'année d'après, il avait lui-même sollicité une autre entreprise chinoise, elle aussi liée à l'État chinois, pour qu'elle rembourse ses frais de déplacement officiel. Il n'y avait rien d'illégal en soi à l'époque, et Sam Dastyari avait déclaré officiellement les prestations dont il avait bénéficié (Chan, 2016). Le Premier ministre (libéral) d'alors, Malcolm Turnbull, dénonça le « cash for comment » (Murphy, 2016). À la suite de quoi, Sam Dastyari renonça à ses fonctions au Sénat, mais resta un député d'arrière-ban (*backbencher*) (Patel, 2016).

The Economist a vu dans cette affaire – laquelle n'en aurait pas été une quelques années auparavant – et ses répercussions un moment de basculement de l'opinion australienne envers la Chine (*The Economist*, 2016). Or, en 2012, quatre ans auparavant, malgré les bonnes relations qu'il entretenait avec la Chine, le gouvernement australien avait interdit, sur recommandation de l'ASIO, à la compagnie chinoise *Huawei* de déposer une soumission pour la construction du réseau national d'Internet à haute vitesse. Il craignait

que les liens de la compagnie avec le gouvernement chinois ne facilitent les opérations d'espionnage et de sabotage électroniques (*The Sydney Morning Herald*, 2012).

En fait, c'est véritablement avec les révélations de l'enquête de *Four Corners* et *Fairfax Media* en juin 2017, que l'opinion publique australienne bascule définitivement. Six mois plus tard, le public apprend que Sam Dastyari était non seulement lié à Huang Xiangmo, mais qu'il lui prodiguait des conseils pour que ce dernier se prémunisse contre la surveillance dont il faisait alors l'objet (McKenzie *et al.*, 2017b). En parallèle, une autre enquête menée, cette fois, par la *Commission électorale australienne* avait montré qu'entre 2000 et 2016 près de 80 % du financement politique étranger provenait de Chine, avec quatre pics en 2005, 2008, 2011 et 2014. Le plus important étant le dernier – plus important que la somme des trois précédents – l'année où justement Sam Dastyari en avait bénéficié¹³. Si le Parti travailliste a été le principal bénéficiaire de ces largesses, les libéraux en ont eux aussi grandement profité. Un autre élément mérite d'être souligné : si les partis nationaux ont profité de cette manne, les États n'étaient pas en reste, la Nouvelle-Galles du Sud est celui qui en a bénéficié le plus. Or, Sam Dastyari était le Secrétaire général du Parti travailliste de cet État, lequel avait reçu plus de fonds plus que le parti travailliste fédéral (Gomes, 2017)¹⁴. Épilogue : Sam Dastyari, acculé, a renoncé à son siège de sénateur et a mis fin à sa carrière politique en janvier 2018 (*The Sydney Morning Herald*, 2018).

C'est dans ce contexte que Clive Hamilton a publié *Silent Invasion : China's Influence in Australia* (fin février 2018) qui décrit les manœuvres d'influence chinoise en Australie. Il cherche à exposer, d'une part, comment la Chine a réussi à discipliner et embrigader la communauté sino-australienne, et, d'autre part, comment elle tire parti de la démocratie, du pluralisme et du multiculturalisme australiens à son avantage, érodant ainsi, d'après lui, la souveraineté australienne (Hamilton, 2018)¹⁵. La parution de cet ouvrage, et l'ébruitement que le manuscrit avait été refusé par la plupart des éditeurs australiens

13. Ces pics ne coïncident pas avec les élections fédérales, mais sont décalés d'un an.

14. Huang Xiangmo est aussi soupçonné depuis 2019 d'être à l'origine d'une donation illégale faite en 2015 au Secrétaire général du parti travailliste de Nouvelle-Galles du Sud d'un montant de 100 000 AUD (caché dans un sac en plastique), bien au-delà des 5000 AUD autorisé (Dole, 2019).

15. En fait, Hamilton s'emploie à démontrer que tous les pans de la société australienne sont affectés : financements politiques, économie et commerce extérieur, (cyber)espionnage, universités, culture... Par ailleurs, bien qu'il ait anticipé les accusations de xénophobie – ce dont il se défend, conscient du racisme passé de la population et du gouvernement Australien (*White Australia Policy* jusqu'en 1973) – il émane de son ouvrage, aussi détaillé et instructif soit-il, comme une impression de dénonciation du « péril jaune » et de « théorie des dominos » (Medcalf, 2018).

parce qu'ils l'avaient jugé trop critique envers la Chine, a très certainement contribué à cristalliser le basculement de l'opinion, jusque-là encore largement positive (Lowy Institute, 2022).¹⁶

Dès février 2018, le gouvernement libéral de Scott Morrison a resserré les règles encadrant les investissements étrangers, notamment dans les secteurs de l'agriculture et de l'électricité (*The Straits Times*, 2018) ; en juin de la même année, il a adopté un train de mesures visant à mieux combattre l'espionnage, le sabotage, la trahison, et les ingérences étrangères, notamment en forçant les lobbyistes œuvrant pour les États étrangers à s'enregistrer auprès de l'État australien ; dans la foulée, il a interdit tout financement politique de source étrangère (*BBC*, 2018a). En août, les entreprises de télécommunication locales installant les réseaux 5G se sont vu interdire de s'approvisionner en équipements auprès de *Huawei* et de *ZTE*, une autre compagnie chinoise de télécommunication (Duke, 2018). En outre, en février 2019, le gouvernement a résilié la résidence permanente de Huang Xiangmo et l'a frappé d'un interdit de séjour. Ce dernier, conspuant alors l'Australie, a réclamé le remboursement de toutes ses donations (McKenzie et Uhlmann, 2019).

Les effets de ce renversement ont aussi marqué la politique étrangère, en conjonction, d'une part, avec un alignement continu sur la politique américaine, durcie sous l'administration Trump (2017-2021), et, d'autre part, avec une réaction tant au regain d'agressivité de la Chine en Mer de Chine méridionale qu'au succès de son offensive pour normaliser ses relations avec les États des îles du Pacifique. Dès novembre 2017, le *Indo-Pacific Quadrilateral Dialogue* entre les États-Unis, l'Australie, l'Inde et le Japon (*Quad*), mis en veilleuse depuis le gouvernement de Kevin Rudd, est réactivé (Fukushima, 2018) : il se réunit quatre fois au cours des deux années suivantes (Chandhury, 2019), et inclut les responsables des marines nationales dès 2018 (Unjhwala, 2018). La même année, l'Australie a conclu avec l'Indonésie (Australian Government, 2018), comme elle l'avait fait trois ans auparavant avec Singapour (Ministry of Foreign Affairs, Singapore, 2016), un *Partenariat stratégique global*, c'est-à-dire le renforcement de leurs relations bilatérales

16. Dans un rapport publié en 2018, le *Service Canadien du Renseignement de Sécurité* (CSIS-SCRS) décrit la Nouvelle-Zélande comme « le ventre mou du *Five Eyes* » (Chase et Fife, 2018), confirmant jusqu'à un certain point les propos de la sinologue néozélandaise Anne-Marie Brady, qui soutenait dans une conférence prononcée en septembre 2017, couverte par la presse (Edwards, 2017), que la Nouvelle-Zélande, tout comme l'Australie, était infiltrée par la Chine (Brady, 2017). Si le gouvernement de Jacinda Ardern a exclu Huawei de son réseau 5G en novembre 2018 (Fife et Chase, 2018) et annulé l'Année du Tourisme Nouvelle Zélande-Chine, prévue pour 2019, il en est resté là, de peur de trop froisser la Chine (Graham-McLay, 2019).

commerciales, diplomatiques, militaires et sécuritaires. Surtout, le gouvernement de Scott Morrison s'est engagé à ce qu'il appelle un « 'step-up' policy » envers les îles du Pacifique, et la Mélanésie en particulier, que l'Australie avait jusqu'alors négligées car elle les considérait comme acquises à sa cause (Wallis et Wesley, 2016)¹⁷ : il lui fallait dès lors rivaliser avec la Chine, au moyen de l'arme du développement (Australian Government, 2019)¹⁸.

4. La Politique de voisinage et le Front uni : la Chine en Australie

Au vu de l'évolution de l'image de la Chine en Australie, on ne peut faire l'impasse sur la perception réciproque de ce même pays par Beijing.

4.1 L'Australie, périphérie élargie de la Chine

Étant donné la recrudescence des opérations d'influence et la montée des tensions depuis l'arrivée de Xi Jinping à la fin de 2012, on s'attendrait à ce qu'il en soit fait mention dans ses discours. Or, dans l'anthologie officielle, aucun de ses textes et discours choisis, prononcés ou publiés entre fin 2012 et fin 2019, n'y fait référence¹⁹. Évidemment, une telle anthologie est à la fois partielle et partiale. Cela étant dit, comme le souligne Clive Hamilton dès la première page de son ouvrage, la Chine inclut l'Australie dans sa « périphérie » (*overall periphery*) (Hamilton, 2018 : 1), la soumettant dès lors à sa diplomatie de voisinage. Or, loin d'être la révélation fracassante et inquiétante qu'il s' imagine, *The Diplomat*, une publication spécialisée en géopolitique de l'Indo-Pacifique basée à Washington (D.C.), y faisait référence, deux ans auparavant, comme un fait su et connu (Xue et Zheng, 2016).

Cet article du *Diplomat* est instructif à trois égards. Premièrement, il rappelle que la diplomatie de voisinage acquiert une importance nouvelle avec le lancement des *Nouvelles routes de la soie*, après l'accession au pouvoir de Xi Jinping, car elle est mise sur le même pied que sa diplomatie avec les grandes puissances (c'est-à-dire avec les

17. L'Australie utilise même les îles de Nauru et de Manus (Papouasie-Nouvelle-Guinée) comme terres d'exil pour les immigrants « illégaux » arrivés tant bien que mal jusqu'à ses rives (Refugee Council of Australia, 2023).

18. Si ses résultats sont mitigés (Layton, 2022), elle est quand même parvenue à évincer *Huawei* des projets de construction de câbles sous-marins en Mélanésie (Perper, 2019).

19. Seule référence à l'Océanie, dans un discours prononcé le 3 septembre 2015 : « Dévastant l'Asie, l'Europe, l'Afrique et l'Océanie, cette guerre [la 2^e Guerre mondiale] a causé plus de 100 millions de victimes militaires et civiles. » (Xi, 2015 : 485).

États-Unis)²⁰. Deuxièmement, il souligne que la Chine a une conception « lâche » (*loose*) de sa périphérie : elle s'étend sur ligne qui va de l'Oural au Canal de Suez, à l'ouest, à une autre qui divise la Mer de Béring, à l'Est, englobant ainsi 62 pays. Troisièmement, il soutient que la Chine ne peut adopter une politique étrangère « équidistante » envers chacun, d'autant que tous ne jouissent pas de la même importance ni du même degré de stabilité. Il semble donc qu'en 2016 encore, la Chine n'ait eu qu'une idée vague de la forme que prendrait cette diplomatie de voisinage (Xue et Zheng 2016). Ce qui, ne l'empêche pas, bien au contraire, d'être présente et active ici et là.

4.2 L'Australie, terrain d'action présumé du Front uni

Depuis les années 1990, la Chine connaît une nouvelle vague d'émigration : sur les 1,4 millions de sino-australiens (5,5 % de la population)²¹, près de la moitié est née en Chine continentale (*Australian Bureau of Statistics* n.d.a). Et à la différence des vagues précédentes, ces émigrants permanents, résidents temporaires (ex. : 165 000 étudiants) ou de passage (ex. : 1,44 millions de touristes chinois en Australie en 2019) (McCubbing, 2022 ; Charles Darwin University, 2022) restent non seulement liés à la Chine, mais l'État chinois peut espérer exercer une influence sur eux. Or, depuis le début des années 2010, moment où elle s'affirme sur la scène internationale, la Chine cherche à exercer une certaine forme de contrôle sur ces populations.

Cette responsabilité revient en grande partie au Département du front uni du Parti communiste chinois, dont la mission est de « rallier à la cause de la République populaire [en Chine comme à l'étranger] l'ensemble des forces et personnalités non-communistes » (Cabestan, 2022 : 254) ; de « courtiser les médias et les élites gouvernementales étrangers » ; de « surveiller les activités des dissidents politiques » ; et de « faire taire les critiques » (Wong, 2022). Dans ce but, il recourt, par l'intermédiaire des ambassades et des consulats, à...

...un mix de propagande patriotique [insistant sur l'identité de la Chine, du Parti communiste et des Chinois, où qu'ils soient], [de programmes] de rayonnement culturel [visant à renforcer le sentiment d'appartenance des chinois d'outre-mer, et, plus généralement, l'image de la Chine à l'étranger], d'organisations de base liées à

20. Pour une analyse de la conception chinoise des Nouvelles routes de la soie, voir Schiele, 2022.

21. À Sydney (Nouvelle-Galles du Sud), ils constituent 10% de la population (*Australian Bureau of Statistics*, n.d.b), et à Melbourne (Victoria), 8 %. (*Australian Bureau of Statistics*, n.d.c), et ont tendance à se regrouper dans les mêmes quartiers (Tan, 2021).

l'État [créées ou phagocytées, comme par exemple : *The Australian Council for the Promotion of Peaceful Reunification of China*, dont Huang Xiangmo a été la principale figure de 2014 à novembre 2017 (Needham, 2017)], et de promesses de relations politiques [essentielle au succès de toute entreprise en Chine continentale] (Wong, 2022 : 615, traduction libre).

Toutefois, c'est surtout par la combinaison d'incitatifs positifs et négatifs que la Chine cherche à discipliner les individus, les organisations, les communautés, mais aussi les États. Ainsi, en 2011, en représailles à la visite du Dalaï-Lama en Estonie, la Chine avait non seulement imposé un embargo sur les produits laitiers estoniens, mais gelé les relations bilatérales pendant trois ans (Scott, 2018). Déjà un an auparavant, en 2010, *The Diplomat* parlait de « l'effet Dalaï-Lama » pour souligner que la Chine conditionnait l'ouverture de son marché intérieur à une certaine « conformité politique » (*political compliance*) de la part de ses « partenaires » (*The Diplomat*, 2010). Or, bien que les mesures de la Chine aient stimulé les fantasmes (Scott, 2018) et attisé la xénophobie, l'impact réel sur l'Estonie a été minime, comme l'est celui des tentatives pour mobiliser les diasporas (Wong, 2022), car, comme on vient de le montrer par les mesures édictées par l'Australie, les démocraties sont moins vulnérables qu'on ne le croirait.

5. La détérioration des relations sino-australiennes depuis 2019

Cela dit, parce que l'ingérence de la Chine n'avait pas été formellement démontrée, nous pouvons avancer, d'une part, que le basculement de l'opinion publique australienne ainsi que les mesures conséquentes adoptées par le gouvernement n'ont été modulés que par des événements de conjoncture intérieure portés à l'attention du public ; et, d'autre part, que cet état de fait n'avait jusque-là provoqué que des réactions retenues de la Chine²². Tout change véritablement avec les crises globales qui s'enchaînent et se chevauchent à partir de 2019 : manifestations à Hong Kong, Covid-19 et recrudescence des actions militaires chinoises en Asie-Pacifique. Dès lors, les relations sino-australiennes vont se dégrader rapidement, contrairement à celles de la Nouvelle-Zélande qui maintient son attitude de réserve. Toutefois, et cela mérite d'être souligné, les écrits et discours de

22. Ainsi, après l'interdiction de *Huawei* et *ZTE*, le Ministère des affaires étrangères chinois s'est contenté de rappeler à l'Australie son engagement à « offrir un environnement juste et concurrentiel aux compagnies chinoises. » (*BBC*, 2018b, traduction libre).

Xi Jinping, publiés dans le quatrième tome de son anthologie officielle (Xi, 2022), ne font aucunement référence à l'Australie pas plus qu'à l'Océanie.

5.1 Hong Kong et les manifestations en Australie

Faut-il rappeler l'ampleur des manifestations à Hong Kong en 2019 et 2020 et la répression qui s'est ensuivie ? Un projet de loi autorisant le gouvernement de Hong Kong à négocier des accords d'extradition réciproque avec Taiwan, mais aussi avec Macao et la Chine continentale a servi d'amorce (*Human Rights Watch*, n.d.). Le contexte : après la polarisation des sentiments identitaires (hongkongais contre chinois) exacerbés à Hong Kong par l'explosion de l'immigration et du tourisme en provenance de Chine continentale à partir de 2010 ; les manifestations contre le projet d'un curriculum scolaire «moral» et «national» en 2012 ; le Mouvement des parapluies en 2014 contre une proposition de réforme du système électoral aux effets antidémocratiques ; l'enlèvement en 2015 de libraires hongkongais par la Chine ; le refus d'assermenter six élus prodémocratie et pro-Hong Kong en 2016 ; et la détention d'activistes prodémocratie en 2017 ; ce projet de loi était donc perçu comme une tentative de légitimation de l'emprise chinoise (Butts *et al.*, 2022).

Dès juillet 2019, l'internationalisation de la crise était inévitable. D'une part, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et 21 autres pays ont rédigé une lettre commune dénonçant la répression des Ouïgours par la Chine, à laquelle ont réagi 37 pays défendant la position chinoise (Putz, 2019). D'autre part, en parallèle, étudiants pro-hongkongais et prochinois (mobilisés en partie par des associations étudiantes liées à l'ambassade et aux consulats chinois locaux) se sont affrontés sur les campus universitaires australiens, les premiers accusant les seconds de les avoir attaqués sans provocation, et les seconds, après avoir pressé en vain les universités de censurer leurs adversaires, ont déclaré n'avoir fait que leur devoir patriotique (Xiao et Zhou, 2019). L'atmosphère était toxique : intimidation, harcèlement, et divulgation de données personnelles sur Internet (*doxing*) des manifestants pro-hongkongais. Plus préoccupant encore, les autorités chinoises ont fait pression sur les membres de leur famille en Chine (Zhuang, 2019).

L'incident le plus grave s'est produit dans la foulée des violences sur le campus de l'Université du Queensland le 24 juillet 2019. Le Consul général chinois à Brisbane, aussi chargé de cours à l'Université du Queensland, avait alors affiché sur le site du Consulat Général le lendemain : « Le Consulat Général porte une grande attention à la sécurité des étudiants étrangers chinois et approuve les réactions patriotiques spontanées des étudiants étrangers [chinois]. Le Consulat Général s'oppose fermement à toute action ou tout comportement visant à diviser le pays... et à inciter des actions anti-Chine. » (Doherty,

2019, traduction libre). Bien que le gouvernement australien ait eu les mains liées, immunité diplomatique oblige, le Consul général accusait ni plus ni moins les organisateurs comme les participants de la manifestation d'être une menace pour la Chine, menace ne pouvant qu'impliquer une réaction immédiate des patriotes.

C'est pourquoi le gouvernement australien a mis en garde les diplomates chinois contre « [toute action] qui saperait [les droits d'expression et de manifestation], y compris en encourageant des comportements perturbateurs et potentiellement violents. » L'Ambassade avait alors défendu les propos de son Consul général, et dénoncé la réaction du gouvernement australien (Doherty, 2019, traduction libre). Un incident similaire à l'Université d'Auckland en Nouvelle-Zélande, le 29 juillet, a provoqué la même réaction de la part du Consul général à Auckland et de l'Ambassade de Chine. Si le gouvernement néo-zélandais a « fait part de ses préoccupations à la Chine », cette réaction a été jugée par la presse tout autant « inusitée » que réservée (Walters, 2019). Lors d'une autre manifestation pro-Hong Kong, à Manchester au Royaume-Uni cette fois, le 16 octobre 2022, un manifestant a été saisi par le personnel et entraîné dans l'enceinte même du Consulat avant d'être passé à tabac, y compris par les diplomates présents sur les lieux²³ (BBC, 2022a).

5.2 La controverse sur l'origine de la Covid-19

Faut-il aussi rappeler la Covid, trois ans à peine après s'être répandue en Chine et s'être propagée partout sur la planète, une propagation facilitée par la mondialisation et les moyens de communication modernes ? Faut-il aussi rappeler que la Chine a d'abord nié le fait ; puis l'a minimisé et censuré toute information s'y rapportant, avant d'imposer une quarantaine sévère à Wuhan pour prévenir autant la propagation du virus que toute nouvelle à ce sujet ; pour finalement crier victoire, critiquer l'impréparation des démocraties, envoyer des masques, des équipements et des médecins pour redorer son image (Boghani, 2021) ?

La pandémie durait déjà depuis quatre mois, mais alors que la situation se dégradait dans le reste du monde, la situation en Chine restait opaque, et les caractéristiques du virus méconnues, comme son épidémiologie, ce qui alimentait un flot de rumeurs alarmistes. L'importation d'équipements de protection défectueux fabriqués en Chine a renforcé en Australie l'idée d'une production de médiocre qualité non-conforme aux normes

23. La Chine a rappelé six diplomates, y compris le Consul général avant qu'ils ne soient interrogés par la police (Euronews, 2022).

internationales, ce qui n'a pas contribué à redorer l'image de la Chine (Greene, 2020). C'est dans ce contexte d'urgence que le Premier ministre Scott Morrison a réclamé la tenue d'une enquête internationale, indépendante de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), devant être conduite par ceux qu'il a qualifié de « *weapons inspectors* » : une expression vite relevée par les médias (Karp et Davidson, 2020). Un appel, il va sans dire, qui a provoqué une vive réaction chinoise. Des représailles et des mesures vexatoires (tableau 1) ont accompagné des accusations de « Panda bashing », d'« aventurisme » australien, et des injures : [l'Australie] « est comme de la gomme collée à une semelle. Parfois il faut une pierre pour l'enlever » (Karp et Davidson, 2020). Mais l'Australie n'était pas en reste (tableau 2).

Tableau 1. Chronologie des représailles et mesures vexatoires adoptées par la Chine entre mai 2020 et octobre 2021

1.	12 mai 2020	Réduction des importations de viande de bœuf de 35 % (Chandler, 2020)
2.	19 mai 2020	Imposition de droits de douane de 80 % sur les importations d'orge (Hurst, 2020) ²⁴
3.	9 juin 2020	Annonce du gouvernement chinois que l'Australie n'est plus un pays sûr pour les Chinois désirant s'y rendre ou y résidant déjà (BBC, 2020a)
4.	18 juin 2020	Dénonciation d'intenses attaques informatiques en cours depuis plusieurs mois par le gouvernement australien, soupçonnant la Chine d'en être l'instigatrice (Packham, 2020)
5.	14 août 2020	Le gouvernement australien est informé de la mise en résidence surveillée d'une sino-australienne, présentatrice à la télévision chinoise en Australie, rappelée en Chine (Mao, 2021)
6.	Octobre 2020	Interdiction <i>de facto</i> des importations de charbon australien (Cave, 2020)
7.	28 novembre 2020	Augmentation de 107.1 % à 212.1 % des droits de douane sur les importations de vin (Needham et Yu, 2020)
8.	30 novembre 2020	Refus du gouvernement chinois d'accéder à la demande du gouvernement australien de présenter des excuses à la suite d'un 'tweet' représentant un soldat australien égorgeant un jeune afghan, envoyé par un haut responsable (Doran <i>et al.</i> , 2020)
9.	30 novembre 2020	Censure de messages du Premier ministre australien sur les réseaux sociaux chinois (Doran <i>et al.</i> , 2020)
10.	2020	Restrictions de toutes sortes imposées sur le minerai de fer, le coton, le homard et le bois (McGuirk, 2021)
11.	2020	Chute de 61 % des investissements chinois en Australie (BBC, 2021a)
12.	Octobre 2021	Élection de Huang Xiangmo sans opposition au <i>Comité d'élection de Hong Kong</i> (lequel approuve les candidatures aux élections législatives) (Doherty et Davidson, 2021)

24. La Chine avait levé la semaine précédente son interdiction sur l'importation d'orge provenant des États-Unis.

Tableau 2. Mesures réciproques de l'Australie à l'encontre de la Chine, adoptées entre mars 2020 et juin 2021

1.	29 mars 2020	Resserrement des règles encadrant les investissements étrangers afin de prévenir les acquisitions étrangères d'intérêts australiens mis en difficulté par la pandémie (UNCTAD, 2020)
2.	Juin 2020	Dénonciation, conjointement avec la Nouvelle Zélande et 38 autres pays, de la <i>Loi sur la sécurité nationale de Hong Kong</i> , pour ses sévères restrictions des libertés politiques (adoptée le 30 juin) (Lawson, 2020)
3.	9 juillet 2020	Suspension de l'accord d'extradition avec Hong Kong (<i>BBC</i> , 2020)
4.	21 avril 2021	Annulation du <i>Memorandum of Understanding</i> conclu entre l'État de Victoria et la Chine sur les Nouvelles routes de la soie (<i>SBS</i> , 2021)
5.	28 juin 2021	Dépôt d'une plainte à l'OMC à l'encontre de la Chine pour ses frais de douane sur le vin, désormais fixés à 218 %. (<i>BBC</i> , 2021b)

C'est donc une véritable ambiance de Guerre froide qui s'est installée entre la Chine et l'Australie au cours de l'année 2020. Et la liste des « 14 griefs » (tableau 3), remise le 22 novembre par des membres du personnel diplomatique chinois au journaliste australien Jonathan Kearsley, ne pouvait que renforcer ce sentiment (Kearsley, 2020).

Pour la Chine, le dégel des relations diplomatiques, et la levée des représailles passaient par le divorce entre l'Australie et les États-Unis, la fin de toute critique envers la Chine, et l'ouverture totale de son marché aux entreprises chinoises. Évidemment, pour le gouvernement australien, chacun de ces points était « non recevable » (Niewenhuis, 2020). Quoiqu'il en soit, à l'exception du secteur vinicole – le grand perdant – les mesures tarifaires n'ont pas eu l'effet escompté : le commerce extérieur australien a profité de sa diversification vers de nouveaux marchés, comme en témoigne, par exemple, l'Accord de libre-échange conclu avec le Royaume-Uni en décembre 2021 (Australian government, n.d.a). Il a même contourné les barrières du marché chinois (Fildes, 2022)²⁵. Fin 2021, l'ambassadeur chinois déclare que la liste des griefs s'était encore allongée (Hurst, 2021), preuve que les tensions étaient encore montées d'un cran.

25. Puisque la demande et l'offre globales existent par ordre de grandeur et s'équilibrent, si un pays, aussi important soit-il, change de fournisseurs, aussi douloureux que cela puisse être, le système va se rééquilibrer.

Tableau 3. Les quatorze griefs formulés par la Chine le 22 novembre 2020 (Transcription de l'original)

1.	Foreign investment decisions, with acquisitions blocked on opaque national security grounds in contravention of ChAFTA/since 2018, more than 10 Chinese investment projects have been rejected by Australia citing ambiguous and unfounded "national security concerns" and putting restrictions in areas like infrastructure, agriculture and animal husbandry
2.	The decision banning Huawei Technologies and ZTE from the 5G network, over unfounded national security concerns, doing the bidding of the US by lobbying other countries
3.	Foreign interference legislation, viewed as targeting China and in the absence of any evidence
4.	Politicization and stigmatization of the normal exchanges and cooperation between China and Australia and creating barriers and imposing restrictions, including the revoke (sic) of visas for Chinese scholars
5.	Call for an international independent inquiry into the COVID-19 virus, acted as a political manipulation echoing the US attack on China
6.	The incessant wanton interference in China's Xinjiang, Hong Kong and Taiwan affairs; spearheading the crusade against China in certain multilateral forums
7.	The first non littoral (sic) country to make a statement on the South China Sea to the United Nations
8.	Siding with the US' anti-China campaign and spreading disinformation imported from the US around China's efforts of containing COVID-19
9.	The latest legislation to scrutinize agreements with a foreign government targeting towards China and aiming to torpedo the Victorian participation in B&R
10.	Provided funding to anti-China think tank for spreading untrue reports, peddling lies around Xinjiang and so-called China infiltration aimed at manipulating public opinion against China
11.	The early dawn search and reckless seizure of Chinese journalists' (sic) homes and properties without any charges and giving any explanations
12.	Thinly veiled allegations against China on cyber attacks (sic) without any evidence
13.	Outrageous condemnation of the governing party of China by MPs and racist attacks against Chinese or Asian people. (sic)
14.	An unfriendly or antagonistic report on China by media, poisoning the atmosphere of bilateral relations

5.3 Le nouvel environnement de sécurité régionale

Outre l'Australie, ces tensions affectent toute la région Asie-Pacifique, Taiwan étant en première ligne. Ainsi, en 2020, l'aviation chinoise a mené 380 incursions dans la *Zone d'identification de défense aérienne* (ADIZ) de Taiwan, un nombre inégalé depuis la Troisième crise du détroit de Taiwan en 1996. (Xie, 2021) Entre septembre 2020 et le 30 mars 2021, elle en a effectué 135²⁶ (Shattcuk, 2021). Lors de la célébration de la fête nationale chinoise le 1^{er} octobre, l'aviation chinoise a violé l'ADIZ durant quatre jours d'affilée, envoyant près de 150 avions le quatrième jour uniquement (*BBC*, 2021c). En 2022, le nombre d'incursions a presque doublé par rapport à l'année précédente (*Agence France-Presse*, 2023).

En parallèle, refusant toujours la décision de la Cour permanente d'arbitrage (Tribunal de La Haye) en 2016, qui a invalidé ses « droits historiques » en mer de Chine méridionale, elle tente de s'assurer le contrôle de l'espace aérien et maritime régional (Blinken, 2022), en accélérant le développement et la militarisation des îlots et récifs qu'elle occupe (quais, pistes d'atterrissage, entrepôts, casernes, radars, missiles...) (*Associated Press*, 2022), mais aussi, en cherchant à exclure de cette zone, non seulement les navires et les aéronefs militaires des autres pays, en les intimidant, mais aussi les bateaux de pêche, d'exploration et de recherche. Les incidents ne peuvent que se multiplier, d'autant que les États-Unis et l'Australie, entre autres, conduisent régulièrement depuis 2015 des opérations dites de « liberté de navigation » (FONOPs) dont l'objectif est de nier de fait les revendications chinoises (Rothwell, 2022) (tableau 4).

26. Le ministère de la Défense taiwanais a révélé en octobre 2020 que le coût des missions d'interception grevait de 9 % de son budget (Shattcuk, 2021).

Tableau 4. Liste partielle des incidents majeurs en Mer de Chine méridionale entre la fin de 2018 et 2022 dans lesquels la Chine s'est trouvée engagée²⁷

1.	Septembre 2018	Un navire militaire chinois et un navire de guerre américain faillirent entrer en collision
2.	Mars 2019	Un navire des garde-côtes chinois a chassé avec des canons à eau un bateau de pêche vietnamien
3.	Avril 2019	Un navire des garde-côtes vietnamien a chassé avec des canons à eau un bateau de pêche chinois
4.	Avril 2019	Plus de 200 « bateaux de pêche » chinois ont encerclé un îlot revendiqué par les Philippines
5.	Mai 2019	Des navires chinois et malaisiens se sont fait face
6.	Juin 2019	Un navire chinois a éperonné et coulé un bateau de pêche philippin
7.	Juin à octobre 2019	Des navires chinois ont harcelé une plateforme de forage vietnamienne
8.	Juillet à septembre 2019	Une flottille composée d'un navire de recherche et de navires d'escorte chinois a mouillé à l'intérieur de la zone économique exclusive du Vietnam
9.	Décembre 2019	Des navires chinois, vietnamiens et malaisiens se sont fait face autour d'un navire d'exploration malaisien
10.	Février 2020	Un navire militaire chinois a braqué son armement sur un navire militaire philippin
11.	Avril 2020	Un navire des garde-côtes chinois a éperonné et coulé un bateau de pêche vietnamien
12.	18 avril 2020	La Chine a créé une nouvelle préfecture pour la Mer de Chine étendant ainsi <i>de jure</i> la portée de son administration civile
13.	Décembre 2020	La Chine a annoncé avoir expulsé un destroyer lance-missile américain
14.	Mars 2021	200 « bateaux de pêche » chinois ont encerclé un récif revendiqué par les Philippines pendant six mois
15.	26 mai 2022	L'Australie a accusé un avion de combat chinois d'avoir intercepté de manière dangereuse un de ses avions de surveillance maritime

C'est pourquoi, bien qu'il se trouve des pays pour défendre ses politiques intérieures, la Chine peine à conclure des accords militaro-sécuritaires avec les pays de l'Asie-Pacifique, comme le prouve le rejet quasi unanime par les membres du *Forum des îles du Pacifique* (FIP) (Ivarature, 2022)²⁸ d'une proposition chinoise dans ce but en mai 2022. Cela dit, tout resserrement de ses liens avec les États dans la région modifie en profondeur non seulement l'équilibre, mais l'échiquier géopolitique. Ainsi, d'une part, son accord avec les Îles Salomon au printemps 2022, seul membre du FIP à avoir accepté son offre, dont les

27. D'autres incidents surviennent dans cette région sans que la Chine ne soit impliquée.

28. Le FIP est une organisation régionale réunissant, en mai 2022, 17 États : l'Australie, les Îles Cook, Fiji, Kiribati, les Îles Marshall, les États fédérés de Micronésie, Nauru, la Nouvelle Calédonie, la Nouvelle-Zélande, Niue, Palaos, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la Polynésie française, les Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

dispositions secrètes – révélées par une fuite – permettent à la Chine de déployer navires et troupes à proximité de l'Australie (mais aussi de Guam et potentiellement d'Hawaï) (Liu, 2022) ; et, d'autre part, son influence présumée dans le retrait soudain de Kiribati du FIP en juillet, une décision qui fragilisait cette organisation ²⁹ (Rimon, 2022).

On comprend mieux pourquoi l'Australie a conclu au cours des trois dernières années :

1. des « partenariats stratégiques globaux » avec trois pays : l'Inde en 2020 (Australian Government, n.d.b), la Malaisie en 2021 (Australian Government, 2021), la Corée du Sud en 2021 (Australian Government, n.d.c), ainsi qu'avec l'Anase représentant dix pays³⁰, la même année (Australian Government, n.d.d) ;
2. un pacte de défense et de coopération renforcée dans les domaines des technologies militaires et du renseignement de pointe avec les États-Unis et le Royaume-Uni (AUKUS 2021) supplantant dans les faits l'ANZUS (White House, 2021a) ;
3. un « Accord d'accès réciproque » (RAA) avec le Japon, en 2022, encadrant l'organisation de manœuvres et d'opérations militaires conjointes menées sur leur territoire respectif (Ministry of Foreign Affairs of Japan, 2022) ;
4. une *Déclaration commune de collaboration en matière de sécurité* (2022), contraignante, encore avec le Japon³¹ (Australian Government, n.d.e) ;
5. un pacte de sécurité en cours de négociation avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée devrait être ratifié en 2023³² (Whiting, 2023).

Dans le même esprit, on voit pourquoi l'Australie organise tous les deux ans depuis 2007 de grandes manœuvres avec les États-Unis (*Exercise Talisman Saber*, devenu depuis 2015 véritablement multinational et réunissant des dizaines de milliers de soldats) (Australian Army, n.d.) ; participe depuis 2014 aux grandes manœuvres annuelles organisées par les États-Unis et les Philippines (*Exercise Balikatan*) (U.S. Navy, 2022a) ; et, plus significatif encore, prend part depuis 2020 aux grandes manœuvres annuelles du

29. Kiribati a annoncé son retour dans le FIP en janvier 2023 (Lyons, 2023).

30. Une organisation régionale réunissant le Brunei, le Cambodge, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, le Myanmar, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Vietnam.

31. La France et le Japon ont fait une déclaration commune, analogue aux dispositions d'une RAA, au printemps 2022 (ministère de l'Europe et des Affaires étrangères 2022), et le Royaume-Uni a ratifié une RAA formelle avec le Japon en janvier 2023 (Ministry of Foreign Affairs of Japan, 2023). Les États-Unis vont renforcer leur présence militaire à Guam (Landon, 2023), au Japon (Lieberman *et al.*, 2023), et, grâce à un nouvel accord, aux Philippines (DeYoung et Tan, 2023).

32. Les États-Unis seraient eux aussi sur le point de conclure un accord de coopération en matière de défense avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée (Whiting, 2023).

Quad aux côtés de l'Inde, du Japon et des États-Unis (*Exercise Malabar*) (U.S. Navy, 2022b) avec l'objectif affirmé d'un « Indo-Pacifique libre et ouvert » (White House, 2021b). En un mot : les réseaux d'alliances dans l'Indo-Pacifique, dans un même mouvement, s'actualisent, se resserrent et se densifient.

Mais une question demeure : quelle est la puissance militaire réelle de l'Australie ? Si elle a participé, aux côtés de la Nouvelle-Zélande, aux guerres en Afghanistan (2001–2021), en Iraq (2003–2011³³) et contre l'État islamique (2014–) comme partenaire junior des États-Unis (Wroe, 2017 ; Government of New Zealand, 2018), elle est le véritable le gendarme³⁴ de l'Australasie comme l'ont montré ses opérations de maintien de la paix au Timor oriental (1999–2000, 2006–2013), et aux îles Salomon (2003–2013) (Köllner, 2022). La marine australienne³⁵ a, bien évidemment, des capacités de projection de puissance, mais elles sont largement limitées à sa région proche (Till, 2018 : 148). Ce qui est compréhensible : depuis la Seconde Guerre mondiale, lorsqu'il était alors à portée des raids japonais (Australian War Memorial, n.d), le territoire australien, grâce à sa position géographique et ses réseaux d'alliances, est depuis resté de fait libre de toute menace.

Cela rappelé, pour maintenir ses capacités, il lui faut entretenir, remplacer, et moderniser sa flotte régulièrement. Ainsi, en 2016, l'Australie avait commandé à la compagnie française DCNS douze sous-marins d'attaque de type Barracuda³⁶ à propulsion diesel. (Sheftalovich, 2021) Mais dès l'année suivante, la montée des tensions avec la Chine et la modernisation accélérée de ses forces armées (Shugart, 2021) a perturbé son environnement sécuritaire. À preuve, depuis 2017, un navire collecteur de renseignement de la marine chinoise mouille à proximité des manœuvres de *l'Exercise Talisman Saber* qui ont lieu dans les eaux territoriales australiennes (Greene, 2021)³⁷. Dans ce contexte,

33. La Nouvelle Zélande n'a engagé ses forces qu'en 2003–2004.

34. La Nouvelle Zélande jouant le rôle de partenaire junior.

35. La marine, de concert avec l'aviation et les agences civiles responsables du maintien de l'ordre, outre la protection du territoire, est de loin la principale force responsable de la lutte contre le crime transnational, le terrorisme et l'immigration illégale, car il faut rappeler que l'Australie est formée d'une île principale avec 19 650 km de côtes, et de plusieurs petites îles dispersées dans espace maritime couvrant en partie l'océan Indien, l'océan Pacifique et l'océan Austral (Australian Government, 2020).

36. Le type Barracuda est entré en service dans la marine française en 2022 (Chicheportiche, 2022).

37. Depuis 2021, les navires collecteurs de renseignement chinois sillonnent plus fréquemment à proximité des côtes australiennes (Greene, 2022).

ainsi que pour d'autres motifs³⁸, elle a rompu son contrat avec la France et s'est tournée vers les États-Unis pour acquérir, dans le cadre de l'AUKUS, huit sous-marins d'attaque à propulsion nucléaire, plus silencieux et d'un plus grand rayon d'action³⁹ (White House, 2021a)⁴⁰. Or, il semble que les États-Unis, eux-mêmes engagés dans une course pour renforcer leur flotte de sous-marins face à la Chine, ne soient pas en mesure d'honorer dans l'immédiat leurs obligations envers l'Australie (Shepherd, 2023).

Conclusion : un jeu rarement à somme nulle

C'est à juste titre que le 50^e anniversaire de la formalisation des relations sino-australiennes a été célébré en décembre 2022. Malgré quelques courts moments de tension, rapidement oubliés : 1989-1991, 1995-1996 et 2009, les cinq dernières décennies ont été indiscutablement mutuellement lucratives.

Il y a trois ans, juste avant la pandémie, la Chine était le premier partenaire économique de l'Australie, et celle-ci la seconde destination des investissements chinois après les États-Unis.

Elle est aussi une terre d'immigration. Les Sino-Australiens pour moitié nés en Chine continentale forment une minorité importante. Bien intégrée, elle prend part à tous les aspects de la vie culturelle, sociale, économique et politique australienne. De plus, en 2019, l'Australie a accueilli près de 150 000 étudiants et 1,44 millions de touristes chinois. Ce qui illustre bien les liens resserrés qu'entretenaient alors les deux pays.

La dernière crise entre l'Australie et la Chine, exacerbée par une pandémie mondiale originaire de Chine, mais dont les premiers indices étaient manifestes dès 2017, a pris les apparences d'une guerre froide. Cette crise, sera-t-elle tout aussi passagère que les autres ? Difficile à prévoir, car ce sont les mêmes indicateurs, interprétés en 2017 comme les preuves de la vitalité des relations avec la Chine, qui sont à présent appréhendés

38. Outre des délais de construction, d'explosion de coûts, de différends sur le choix du lieu de construction, DNCS avait été victime d'une attaque informatique qui avait compromis ses secrets (Sheftalovitch, 2021) ; de plus l'Australie avait engagé comme consultants pour la modernisation de sa flotte d'ex-officiers supérieurs de la marine américaine liés au complexe militaro-industriel américain (Whitlock et Jones, 2022).

39. Ce qui a provoqué une crise diplomatique avec la France, toutefois vite résolue.

40. La Nouvelle-Zélande avait alors immédiatement annoncé, fidèle à sa politique anti-nucléaire, qu'ils seraient interdits dans ses eaux (McClure, 2021).

comme autant des facteurs de fragilité, non seulement en Australie, mais aussi chez leurs alliés. Autant de signaux qui lui valent aussi d'être taxée avec la Nouvelle-Zélande de « ventre mou du *Five Eyes* » par leurs alliés. Ainsi, les concessions à bail à des compagnies chinoises d'installations stratégiques (ports, aéroports, fournisseurs d'électricité, de gaz, d'eau...; d'exploitations agricoles, etc.), jusqu'à tout récemment vues comme des opportunités sont à présent perçues comme des risques, car l'autonomie de ces entreprises par rapport au Parti-État est mise en doute.

Pourquoi s'émouvoir aujourd'hui, alors qu'il est de notoriété publique que le régime chinois est sensiblement le même qu'il y a cinquante ans, sous Mao Zedong, lorsque les pays occidentaux ont commencé à normaliser leurs relations avec la Chine (Ekman, 2022 : 9). Ils ont entrepris ces démarches, non pas parce qu'ils s'illusionnaient sur la véritable nature du régime, mais parce qu'ils partaient du constat réaliste qu'il n'était pas rationnel de se couper du pays le plus peuplé du monde, et de surcroît rival de l'URSS. Ainsi l'Australie n'a posé aucune condition à la normalisation de leurs relations avec la Chine. Et les États-Unis n'y ont rien trouvé à redire, car il était admis que les réseaux d'alliances qui les liaient à l'Australie étaient inconditionnels. Et si les échanges commerciaux se sont envolés avec les réformes économiques de Deng Xiaoping, jamais l'Australie ni la Nouvelle-Zélande, pas plus que la plupart des pays de la région, n'ont pensé à revisiter leurs réseaux d'alliance avec les États-Unis.

Or, les jeux d'alliances et les appareils sécuritaires sont largement hérités de la Guerre froide, et c'est peut-être là que se trouve la racine de la crise actuelle : ils visaient d'abord à contenir autant l'URSS que le communisme. En assimilant capitalisme et démocratie, les pays du Bloc de l'Ouest en sont venus à croire au principe selon lequel du premier découlerait nécessairement le second. Pour cette raison, il leur fallait ouvrir sans restriction leurs marchés à la Chine. Loin d'avoir eu l'effet escompté, la Chine ne s'est pas démocratisée : depuis la politique de réformes économiques et l'ouverture de Deng Xiaoping, poursuivie par ses successeurs, l'ascendant du Parti-État s'est renforcé. Xi Jinping dirige à présent la seconde puissance mondiale. Et l'accès sans restriction à leurs économies respectives que ses partenaires démocratiques voyaient comme le moyen d'exercer une subtile influence, joue depuis les années 2010 à l'avantage d'une Chine devenue non seulement plus forte, mais plus confiante et plus affirmative.

Cela dit, la révélation de probables opérations d'influence chinoises et sa combativité en politique étrangère, qui antagonisent plus qu'elles ne rallient ses partenaires, joue à son encontre. C'est dans ce contexte que l'Australie a actualisé autant que resserré ses lois encadrant les financements politiques et les investissements étrangers, et celles

combattant l'espionnage et les ingérences étrangères. Elle a aussi revisité et renforcé ses réseaux d'alliances. Refuse-t-elle pour autant de commercer avec la Chine ? Non ! Bien au contraire, les transactions concernant des secteurs et des actifs jugés sensibles ou stratégiques sont désormais soumises à un examen plus minutieux, mais le principe du libre-échange avec la Chine n'est pas remis en question. En fait, c'est la Chine, qui en représailles aux choix politiques de ses partenaires, suspend ses échanges. Or, les impacts de telles mesures sont le plus souvent minimes, tout comme le sont ceux de ses tentatives pour mobiliser les diasporas chinoises. Après trois ans de crise, l'Australie n'a globalement rien perdu sur le plan économique, mais y a gagné sur le plan sécuritaire, alors que la Chine n'a rien gagné sur ces deux plans et éveille plus que jamais la méfiance.

Au début de 2023, la situation semble analogue à celle qui prévalait fin 1972. La Russie, en guerre contre l'Ukraine, a antagonisé la majorité des pays démocratiques entraînant une réduction drastique des liens diplomatiques et économiques. Alors qu'une récession globale pointe, que l'inflation explose, que la guerre en Ukraine conjuguée aux séquelles de la pandémie accélère la réorganisation du marché mondial, la Chine, avec une activité économique au ralenti, émerge exsangue, du confinement sévère auquel elle avait soumis sa population (Gao, 2023). Toute renormalisation des liens entre la Chine et les pays démocratiques, particulièrement entre elle et l'Australie, comme en 1972, et, plus encore, toute réouverture comme en 1978, ne peut être que profitable aux deux.

Déjà, afin de conserver leur accès aux marchés étrangers, de nombreuses compagnies chinoises se délocalisent de Chine (Goodman, 2023). Dans le même mouvement, la Nouvelle-Zélande a renforcé son accord de libre-échange (Government of New Zealand, n.d.) ; le nouveau gouvernement travailliste australien renoue les contacts au plus haut niveau (Grattan, 2022) ; de son côté la Chine assure qu'elle ne nourrit plus aucun grief à l'égard de l'Australie, et dans la foulée a levé son embargo sur le charbon (Peng, 2023). Néanmoins, comme en 1972, l'Australie ne relancera pas ses relations et ses échanges économiques aux dépens de ses alliances⁴¹ ni, contrairement à l'état d'esprit qui prévalait en 1978, de l'appareil législatif mis en place pour contrer les ingérences étrangères. En revanche, la méfiance, plus marquée que jamais, continuera à alimenter leurs luttes respectives d'influence dans le Pacifique, et, plus généralement, à empoisonner leurs relations.

41. L'ex-Premier ministre Kevin Rudd, dont les vues critiques, mais discutables à l'égard de la Chine, sont publicisées (« The World According to Xi Jinping » dans *Foreign Affairs* novembre/décembre 2022), a été nommé ambassadeur à Washington, clairement dans un but de rassurer.

Références

- Agence France Presse (2023, 2 janvier). China's Warplane Incursions into Taiwan Air Defence Zone Doubled in 2022. *The Guardian*, [En ligne], <https://www.theguardian.com/world/2023/jan/02/chinas-warplane-incursions-into-taiwan-air-defence-zone-doubled-in-2022>, c. le 21 janvier 2023.
- AiIB (2023). *Members and Prospective Members of the Bank*, [En ligne], <https://www.aiib.org/en/about-aiib/governance/members-of-bank/index.html>, c. le 21 janvier 2023.
- Anderson, Kym (2018). Australian Wine Industry Competitiveness: Why so Slow to Emerge? *The Australian Journal of Agricultural and Resource Economics*, 62 (4), 507-526.
- Ardern, Jacinda (2022, 9 décembre). *50th Anniversary of New Zealand China Diplomatic Relations*, [En ligne], <https://www.beehive.govt.nz/speech/50th-anniversary-new-zealand-china-diplomatic-relations>, c. le 21 janvier 2023.
- Associated Press (2022, 21 mars). China Has Fully Militarized Three Islands in South China Sea, US Admiral Says. *The Guardian*, [En ligne], <https://www.theguardian.com/world/2022/mar/21/china-has-fully-militarized-three-islands-in-south-china-sea-us-admiral-says>, c. le 21 janvier 2023.
- Australian Army (n.d.). *Exercise Talisman Saber*, [En ligne], <https://www.army.gov.au/our-work/army-operations/major-exercises/exercise-talisman-saber>, c. le 21 janvier 2023.
- Australian Bureau of Statistics (n.d.a). *2021 Australia, Census All Persons QuickStats*, [En ligne], <https://www.abs.gov.au/census/find-census-data/quickstats/2021/AUS>, c. le 21 janvier 2023.
- Australian Bureau of Statistics (n.d.b). *2021 Greater Sydney, Census Community Profiles*, [En ligne], <https://www.abs.gov.au/census/find-census-data/community-profiles/2021/1GSYD>, c. le 21 janvier 2023.
- Australian Bureau of Statistics (n.d.c). *2021 Greater Melbourne, Census Community Profiles*, [En ligne], <https://www.abs.gov.au/census/find-census-data/community-profiles/2021/2GMEL>, c. le 21 janvier 2023.
- Australian Government (2018). *Joint Declaration on a Comprehensive Strategic Partnership Between Australia and the Republic of Indonesia*, [En ligne], <https://www.dfat.gov.au/geo/indonesia/joint-declaration-comprehensive-strategic-partnership-between-the-commonwealth-of-australia-and-republic-of-indonesia>, c. le 21 janvier 2023.
- Australian Government (2019). *Stepping Up Australia's Engagement With Our Pacific Family*, septembre, [En ligne], <https://economictimes.indiatimes.com/news/defence/quad-needs-both-economic-military-plan-for-indo-pacific/articleshow/63049831.cms?from=mdr>, c. le 21 janvier 2023.
- Australian Government (2020, décembre) *GAMSA: Guide to Australian Maritime Security Arrangements*, <https://www.abf.gov.au/what-we-do-subsite/files/gamsa-2020.pdf>, c. le 21 janvier 2023.
- Australian Government (2021m 27 janvier). *Joint Statement on a Comprehensive Strategic Partnership Between Australia and Malaysia*, [En ligne], <https://www.dfat.gov.au/geo/malaysia/joint-statement-comprehensive-strategic-partnership-between-australia-and-malaysia>, c. le 21 janvier 2023.
- Australian Government (n.d.a) *Australia-United Kingdom Free Trade Agreement*, [En ligne], <https://www.dfat.gov.au/trade/agreements/not-yet-in-force/aukfta>, c. le 21 janvier 2023.
- Australian Government (n.d.b). *Joint Statement on a Comprehensive Strategic Partnership Between Republic of India and Australia*, [En ligne], <https://www.dfat.gov.au/geo/india/joint-statement-comprehensive-strategic-partnership-between-republic-india-and-australia>, c. le 21 janvier 2023.
- Australian Government (n.d.c). *Australia-Republic of Korea Comprehensive Strategic Partnership*, [En ligne], <https://www.dfat.gov.au/geo/republic-of-korea/republic-korea-south-korea/australia-republic-korea-comprehensive-strategic-partnership>, c. le 21 janvier 2023.
- Australian Government (n.d.d). *Asean and Australia*, [En ligne], <https://www.dfat.gov.au/geo/southeast-asia/asean-and-australia>, c. le 21 janvier 2023.
- Australian Government (n.d.e). *Australia-Japan Joint Declaration on Security Cooperation*, [En ligne], <https://www.dfat.gov.au/countries/japan/australia-japan-joint-declaration-security-cooperation>, c. le 21 janvier 2023.
- Australian War Memorial (n.d.). *Bombing of Darwin*, [En ligne], <https://www.awm.gov.au/collection/E84294>, c. le 21 janvier 2023.
- BBC (2018a, 28 juin). Australia Passes Foreign Interference Laws Amid China Tension. *BBC*, [En ligne], <https://www.bbc.com/news/world-australia-44624270>, c. le 21 janvier 2023.

- BBC (2018b, 23 août). Huawei and ZTE Handed 5G Network Ban in Australia. *BBC*, [En ligne], <https://www.bbc.com/news/technology-45281495>, c. le 21 janvier 2023.
- BBC (2020a, 10 juin). Coronavirus: China Warns Students over 'Risks' of Studying in Australia. *BBC*, [En ligne], <https://www.bbc.com/news/world-asia-china-52980637>, c. le 21 janvier 2023.
- BBC (2020b, 9 juillet). National Security Law: Australia Suspends Hong Kong Extradition Treaty. *BBC*, [En ligne], <https://www.bbc.com/news/world-australia-53344013>, c. le 21 janvier 2023.
- BBC (2021a, 1er mars). Chinese Investments in Australia Plummet 61%. *BBC*, [En ligne], <https://www.bbc.com/news/business-56234776>, c. le 21 janvier 2023.
- BBC (2021b, 19 juin). Australia Takes Wine Dispute with China to WTO. *BBC*, [En ligne], <https://www.bbc.com/news/world-australia-57536422>, c. le 21 janvier 2023.
- BBC (2021c, 5 octobre). Record Number of China Planes Enter Taiwan Air Defence Zone. *BBC*, [En ligne], <https://www.bbc.com/news/world-asia-58794094>, c. le 21 janvier 2023.
- BBC (2022, 5 juin). China Fighter Jet Intercepts Australian Plane – Canberra". *BBC*, [En ligne], <https://www.bbc.com/news/world-australia-61696973>, c. le 21 janvier 2023.
- BBC (2022, 17 octobre). Hong Kong Protester Dragged into Manchester Chinese Consulate Grounds and Beaten Up. *BBC*, [En ligne], <https://www.bbc.com/news/uk-63280519>, c. le 21 janvier 2023.
- Bisley, Nick (2018). Australia's Engagement with China: From Fear to Greed and Back Again. *International Journal*, 73 (3) (September), 379-398.
- Blinken, Antony J. (2022, 11 juillet). *Sixth Anniversary of the Philippines-China South China Sea Arbitral Tribunal Ruling*, State Department [Communiqué de presse], [En ligne], <https://www.state.gov/sixth-anniversary-of-the-philippines-china-south-china-sea-arbitral-tribunal-ruling/>, c. le 21 janvier 2023.
- Boghani, Priyanka (2021, 2 février) A Timeline of China's Response in the First Days of Covid-19. *PBS*, [En ligne], <https://www.pbs.org/wgbh/frontline/article/a-timeline-of-chinas-response-in-the-first-days-of-covid-19/>, c. le 21 janvier 2023.
- Bourke, Latika (2017, 3 décembre). Bill Shorten Visited Home of Chinese Donor Huang Xiangmo Several Months After ASIO Party Warning. *The Sydney Morning Herald*, [En ligne], <https://www.smh.com.au/politics/federal/bill-shorten-visited-home-of-chinese-donor-huang-xiangmo-several-months-after-asio-party-warning-20171203-gzxqps.html>, c. le 21 janvier 2023.
- Brady, Anne-Marie (2017). *Magic Weapons : China's Political Activities Under Xi Jinping*. Woodrow Wilson International Center for Scholars, [En ligne], https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/media/documents/article/magic_weapons.pdf, c. le 21 janvier 2023.
- Brant, Philippa (2014, 25 septembre). *Why Australia Should Join the Asian Infrastructure Investment Bank*. The Lowy Institute, [En ligne], <https://www.loyyinstitute.org/the-interpretor/why-australia-should-join-asian-infrastructure-investment-bank>, c. le 21 janvier 2023.
- Bush, Richard C. (2012, 31 janvier). *The Response of China's Neighbors to the U.S. 'Pivot' to Asia: The Brookings Institution*, [En ligne], <https://www.brookings.edu/on-the-record/the-response-of-chinas-neighbors-to-the-u-s-pivot-to-asia/>, c. le 21 janvier 2023.
- Butts, Dylan et al. (2022, 1er juillet). Hong Kong's 25 Years Under China: Protests, Politics and Tightening Laws. *NBC News*, [En ligne], <https://www.nbcnews.com/news/world/hong-kongs-25-years-china-protests-politics-tightening-laws-rcna36284>, c. le 21 janvier 2023.
- Cabestan, Jean-Pierre (2022). La politique internationale de la Chine : Entre intégration et volonté de puissance. Paris : SciencesPo.
- Carter, James (2020, 21 octobre). When the PRC won the 'China' Seat at the UN. *The China Project*, [En ligne], <https://thechinaproject.com/2020/10/21/when-the-prc-won-the-china-seat-at-the-un/>, c. le 21 janvier 2023.
- Cave, Damien (2020, 16 décembre). China Battle the World's Biggest Coal Exporter, and Coal Is Losing. *The New York Times*, [En ligne], <https://www.nytimes.com/2020/12/16/world/australia/china-coal-climate-change.html>, c. le 21 janvier 2023.
- Center for Strategic & international Studies (2020, 25 août), *Are Maritime Law Enforcement Forces Destabilizing Asia?* [En ligne], <https://chinapower.csis.org/maritime-forces-destabilizing-asia/>, c. le 21 janvier 2023.

Chan, Gabrielle (2016, 5 septembre). Sam Dastyari Denies Different Stance on South China Sea Amid Donations Row. *The Guardian*, [En ligne], <https://www.theguardian.com/australia-news/2016/sep/05/sam-dastyari-donation-row-coalition-steps-up-attack-on-bill-shorten>, c. le 21 janvier 2023.

Chan, Minnie (2022, 22 janvier). Taiwan Needs Strategy to Deal with PLA's YJ-12 Missile, Island's Military Says. *South China Morning Post*, [En ligne], <https://www.scmp.com/news/china/diplomacy/article/3164297/taiwan-needs-strategy-deal-plas-yj-12-missile-islands-military>, c. le 21 janvier 2023.

Chandhury, Dipanjan Roy (2019, 28 septembre). India's Fine Balancing Act with Quad and BRICS Meet in New York. *The Economic Times*, [En ligne], <https://economictimes.indiatimes.com/news/defence/indias-fine-balancing-act-with-quad-and-brics-meet-in-new-york/articleshow/71338616.cms>, c. le 21 janvier 2023.

Chandler, Ainslie (2020, 12 mai). China Blocks Some Australian Beef Imports Amid Rising Tension Over Calls for Coronavirus Investigation. *Time*, [En ligne], <https://time.com/5835561/china-block-australian-beef-imports/>, c. le 21 janvier 2023.

Charles Darwin University (2022, 21 septembre). *Australia's Tourism Focus Needs a Shift as China's Interest Wanes, Experts Warn*, [En ligne], <https://www.cdu.edu.au/news/australia-s-tourism-focus-needs-shift-china-s-interest-wanes-experts-warn>, c. le 21 janvier 2023.

Chase, Steven et Fife, Robert (2018, 30 mai). CSIS Report Warns of Chinese Interference in New Zealand. *The Globe and Mail*, [En ligne], <https://www.theglobeandmail.com/politics/article-csis-report-warns-of-chinese-interference-in-new-zealand/>, c. le 21 janvier 2023.

Chicheportiche, Olivier (2022, 3 juin). Tout savoir sur le Sufferin, le nouveau sous-marin nucléaire français 'apte au service'. *BFMTV*, [En ligne], https://www.bfmtv.com/economie/entreprises/defense/tout-savoir-sur-le-suffren-le-nouveau-sous-marin-nucleaire-francais-apte-au-service_AV-202206030241.html, c. le 21 janvier 2023.

Council on Foreign Relations (n.d.). *China's Maritime Disputes 1895-2020*, [En ligne], <https://www.cfr.org/timeline/chinas-maritime-disputes>, c. le 21 janvier 2023.

DeYoung, Karen et Tan, Rebecca (2023, 1er février). U.S. Reaches Military Base Access Agreement in the Philippines. *The Washington Post*, [En ligne], <https://www.washingtonpost.com/national-security/2023/02/01/united-states-military-base-philippines/>, c. le 2 février 2023.

Doherty, Ben (2019, 23 octobre). Queensland Student Sues Chinese Consul General, Alleging he Incited Death Threats. *The Guardian*, [En ligne], <https://www.theguardian.com/world/2019/oct/23/queensland-student-sues-chinese-consul-general-alleging-he-incited-death-threats>, c. le 21 janvier 2023.

Doherty, Ben et Davidson, Helen (2021, 19 octobre). Huang Xiangmo: Alleged Agent of Chinese Influence Exiled From Australia Now on Hong Kong Electoral Body. *The Guardian*, [En ligne], <https://www.theguardian.com/australia-news/2021/oct/20/huang-xiangmo-alleged-agent-of-chinese-influence-exiled-from-australia-now-on-hong-kong-electoral-body>, c. le 21 janvier 2023.

Dole, Nick (2019, 17 septembre). NSW Labor Hands Back \$100,000 Donation at Centre of ICAC Inquiry" in *ABC News*, [En ligne], [https://www.abc.net.au/news/2019-09-18/nsw-labor-hands-back-\\$100k-donation-at-centre-of-icac/11523808](https://www.abc.net.au/news/2019-09-18/nsw-labor-hands-back-$100k-donation-at-centre-of-icac/11523808), c. le 21 janvier 2023.

Doran, Matthew *et al.* (2020, 2 décembre). Social Media Platform WeChat Censors Scott Morrison's Post Directed at Chinese Community. *ABC News*, [En ligne], <https://www.abc.net.au/news/2020-12-02/scott-morrison-post-censored-by-wechat-china/12944796>, c. le 21 janvier 2023.

Duke, Jennifer (2018, 8 décembre). Huawei's History with Australia. *The Sydney Morning Herald*, [En ligne], <https://www.smh.com.au/business/companies/huawei-s-history-with-australia-20181207-p50kyj.html>, c. le 21 janvier 2023.

Edwards, Bryce (2017, 11 décembre). Political Roundup: China's 'Magic Weapons' in NZ. *The New Zealand Herald*, [En ligne], https://www.nzherald.co.nz/nz/political-roundup-chinas-magic-weapons-in-nz/QFE3YPEL7IMECXAUVYBJNR4V6A/?c_id=1&objectid=11958211, c. le 21 janvier 2023.

Ekman, Alice (2022). *Dernier vol pour Pékin*. Paris : L'Observatoire.

Euronews (2022, 16 décembre). China Removes Six Diplomats from UK after Manchester Protester Assault. *Euronews*, [En ligne], <https://www.euronews.com/2022/12/14/china-removes-six-diplomats-from-uk-after-manchester-protester-assault>, c. le 21 janvier 2023.

Fife, Robert et Chase, Steven (2018, 28 novembre). New Zealand Becomes Third Five Eyes Member to Ban Huawei from 5G Network. *The Globe and Mail*, [En ligne], <https://www.theglobeandmail.com/politics/article-majority-of-five-eyes-intelligence-alliance-bans-huawei-equipment/>, c. le 21 janvier 2023.

Fildes, Nic (2022, 26 octobre). Australia Rides Out Chinese Sanctions as Exports Boom. *The Financial Times*, [En ligne], <https://www.ft.com/content/e4fb5cdc-da92-4ced-a56d-451f42336ba7>, c. le 21 janvier 2023.

Fukushima, Akiko (2018, 30 novembre). The Quad as a Caucus for Cooperation. *Australian Strategic Policy Institute*, [En ligne], <https://www.aspistrategist.org.au/the-quad-as-a-caucus-for-cooperation/>, c. le 21 janvier 2023.

Gao Zhongxiao (2023, 19 janvier). L'économie chinoise est dans le rouge. *Courrier International*, [En ligne], <https://www.courrierinternational.com/article/analyse-l-economie-chinoise-est-dans-le-rouge>, c. le 21 janvier 2023.

Gerson, Michael S. (2010). *The Sino-Soviet Border Conflict : Deterrence, Escalation, and the Threat of Nuclear War in 1969*. Center for Naval Analyses, [En ligne], <https://www.cna.org/reports/2010/d0022974.a2.pdf>, c. le 21 janvier 2023.

Gomes, Luke Henriques (2017, 10 décembre). Nearly 80 per cent of Foreign Political Donations Come From China, Data Shows. *The New Daily*, [En ligne], <https://thenewdaily.com.au/news/national/2017/12/10/chinese-donations-australia/>, c. le 21 janvier 2023.

Goodman, Peter S. (2023, 3 février). Why Chinese Companies Are Investing Billions in Mexico. *The New York Times*, [En ligne], <https://www.nytimes.com/2023/02/03/business/china-mexico-trade.html>, c. le 4 février 2023.

Government of New Zealand (2014, 21 novembre). *New Zealand China Television Co-Production Agreement Signed*, [En ligne], <https://www.beehive.govt.nz/release/new-zealand-china-television-co-production-agreement-signed>, c. le 21 janvier 2023.

Government of New Zealand (2018, 17 novembre). *New Zealand to Extend NZDF Deployment to Iraq and Afghanistan and 3 Peacekeeping Mission*, [En ligne], <https://www.beehive.govt.nz/release/new-zealand-extend-nzdf-deployments-iraq-and-afghanistan-and-3-peacekeeping-missions%C2%A0>, c. le 21 janvier 2023.

Government of New Zealand (n.d.). *FTA Upgrade*, [En ligne], <https://www.mfat.govt.nz/en/trade/free-trade-agreements/free-trade-agreements-in-force/nz-china-free-trade-agreement/fta-upgrade/>, c. le 21 janvier 2023.

Graham-McLay, Charlotte (2019, 14 février). New Zealand Fears Fraying Ties With China, Its Biggest Customers. *The New York Times*, [En ligne], <https://www.nytimes.com/2019/02/14/world/asia/new-zealand-china-huawei-tensions.html>, c. le 21 janvier 2023.

Grattan, Michelle (2022, 18 novembre). In from the Cold: Albanese Breaks the Ice of Our Chinese Winter. *The Sydney Morning Herald*, [En ligne], <https://www.smh.com.au/politics/federal/in-from-the-cold-albanese-breaks-the-ice-of-our-chinese-winter-20221117-p5bz8k.html>, c. le 21 janvier 2023.

Greene, Andrew (2020, 1er avril). Australia Seizes Faulty Coronavirus Protective Equipment Imported from China. *ABC News*, [En ligne], <https://www.abc.net.au/news/2020-04-01/coronavirus-chinese-ppe-border-force-intercepted/12085908>, c. le 21 janvier 2023.

Greene, Andrew (2021, 13 juillet). Chinese Spy Ship Returns to Waters Off Queensland Ahead of Defence's Largest War-Fighting Exercise. *ABC News*, [En ligne], <https://www.abc.net.au/news/2021-07-14/chinese-spy-ship-returns-to-australian-waters/100289192>, c. le 21 janvier 2023.

Greene, Andrew (2022, 13 mai). Defence Minister Peter Dutton Says a Chinese Spy Ship Has Been Seen Near Secretive Nave Facility Off Western Australia. *ABC News*, [En ligne], <https://www.abc.net.au/news/2022-05-13/chinese-spy-ship-spotted-near-naval-facility-western-australia/101064538>, c. le 21 janvier 2023.

Hamilton, Clive (2018), *Silent Invasion : China's Influence in Australia*. Melbourne & London : Hardie Grant.

Haski, Pierre (2014, 11 août). Mort de Simon Leys, pourfendeur des intellectuels maoïstes français. *Le Nouvel observateur*, [En ligne], <https://www.nouvelobs.com/rue89/rue89-chine/20140811.RUE5240/mort-de-simon-leys-pourfendeur-des-intellectuels-maoistes-francais.html>, c. le 21 janvier 2023.

Herscovitch, Benjamin (2022, 5 juillet). China's Efforts to Isolate and Intimidate Taiwan are Pushing U.S. Allies Closer. *Georgetown Journal of International Affairs*, [En ligne], <https://gjia.georgetown.edu/2022/07/05/chinas-efforts-to-isolate-and-intimidate-taiwan-are-pushing-u-s-allies-closer/>, c. le 21 janvier 2023.

Hoang Thi Ha (2019). Understanding China's Proposal for an ASEAN-China Community of Common Destiny and ASEAN's Ambivalent Response. *Contemporary Southeast Asia*, 41 (2), 223-254.

Hou Minyue (2006). China-Australia Trade: How Important and Complementary is it? *The Journal for East Asian Affairs*, 20 (1), 155-179.

Human Rights Watch (n.d.). *Hong Kong Protests*, [En ligne], <https://www.hrw.org/blog-feed/hong-kong-protests>, c. le 21 janvier 2023.

Hurst, Daniel (2020, 19 mai). Why Has China Slapped Tariffs on Australian Barley and What Can Australia Do about it? *The Guardian*, [En ligne], <https://www.theguardian.com/business/2020/may/20/why-has-china-slapped-tariffs-on-australian-barley-and-what-can-australia-do-about-it>, c. le 21 janvier 2023.

Hurst, Daniel (2021, 19 novembre). China's Infamous List of Grievances with Australia 'Should be Longer than 14 Points', Top Diplomat Says. *The Guardian*, [En ligne], <https://www.theguardian.com/australia-news/2021/nov/20/chinas-infamous-list-of-grievances-with-australia-should-be-longer-than-14-points-top-diplomat-says>, c. le 21 janvier 2023.

International Crisis Group (2021). *The Recent History of the South China Sea: A Timeline*, [En ligne], <https://www.crisisgroup.org/asia/south-east-asia/south-china-sea/recent-history-south-china-sea-timeline>, c. le 21 janvier 2023.

Ivarature, Henry (2022, 1er juin). The Rejection of China's Deal Shows the Pacific will not be used as a Geopolitical Pawn. *The Guardian*, [En ligne], <https://www.theguardian.com/world/2022/jun/02/the-rejection-of-chinas-deal-shows-the-pacific-will-not-be-a-geopolitical-pawn>, c. le 21 janvier 2023.

Karp, Paul et Davidson, Helen (2020, 29 avril). China Bristles at Australia's Call for Investigation into Coronavirus Origin. *The Guardian*, [En ligne], <https://www.theguardian.com/world/2020/apr/29/australia-defends-plan-to-investigate-china-over-covid-19-outbreak-as-row-deepens>, c. le 21 janvier 2023.

Kearsley, Jonathan (2020, 23 novembre). There it Was, China's List of Grievances': How 9News Got the Dossier at the Heart of the latest Diplomatic Scuffle Between Canberra and Beijing. *9News*, [En ligne], <https://www.9news.com.au/national/china-dossier-canberra-beijing-diplomatic-tensions-how-jonathan-kearsley-broke-the-story/216a985d-3289-4988-8781-e6dc479f0d74>, c. le 21 janvier 2023.

Köllner, Patrick (2022). Australia and New Zealand's Pacific Policy: Aligned, not Alike. *Political Science*, 74 (1), 53-74.

KPMG et l'Université de Sydney (2017, mai). *Demystifying Chinese Investments in Australia*. Rapport, [En ligne], <https://ses.library.usyd.edu.au/bitstream/handle/2123/23158/20170501%20Demystifying%20Chinese%20Investment%20in%20Australia%202017.pdf?sequence=1&isAllowed=y>, c. le 21 janvier 2023.

Landon, Brad (2023, 27 janvier). US Marines Officially Opens First New Base in 70 Years on Island of Guam. *CNN*, [En ligne], <https://www.cnn.com/2023/01/27/asia/new-us-marine-corps-base-guam-intl-hnk-ml/index.html>, c. le 2 février 2023.

Lawson, Dave (2020, 2 juillet). The 53 Countries Supporting China's Crackdown on Hong Kong. *Axios*, [En ligne], <https://www.axios.com/2020/07/02/countries-supporting-china-hong-kong-law>, c. le 21 janvier 2023.

Layton, Peter (2022, 26 avril). Fixing Australia's Failing Pacific Step-Up Strategy. *The Lowy Institute*, [En ligne], <https://www.loyyinstitute.org/the-interpretor/fixing-australia-s-failing-pacific-step-strategy>, c. le 21 janvier 2023.

Leys, Simon (1971). *Les habits neufs du président Mao*. Paris : Champ libre.

Lieberman, Oren et al. (2023, 12 janvier). US and Japan Strengthen Military Relationship with Upgraded Marine Unit in Attempt to Deter China. *CNN*, [En ligne], <https://www.cnn.com/2023/01/11/politics/us-japan-marine-unit-china/index.html>, c. le 21 janvier 2023.

Liu, Zongyuan Zoe (2022, 4 mai). What the China-Solomon Islands Pact Means for the U.S. and South Pacific". *Council of Foreign Relations*, [En ligne], <https://www.cfr.org/in-brief/china-solomon-islands-security-pact-us-south-pacific>, c. le 21 janvier 2023.

Lyons, Kate (2023, 30 janvier). Kiribati to Return to Pacific Islands Forum at Vital Moment for Regional Diplomacy. *The Guardian*, [En ligne], <https://www.theguardian.com/world/2023/jan/30/kiribati-to-return-to-pacific-islands-forum-at-vital-moment-for-regional-diplomacy>, c. le 2 février 2023.

Mahuta, Nanaia (2022). *Fiftieth Anniversary of Diplomatic Relations with China*. Government of New Zealand, [En ligne], <https://www.beehive.govt.nz/speech/fiftieth-anniversary-diplomatic-relations-china>, c. le 21 janvier 2023.

Mao, Frances (2021, 9 février). Cheng Lei: Why Has an Australian TV Ancho Been Detained by China? *BBC*, [En ligne], <https://www.bbc.com/news/world-australia-53980706>, c. le 21 janvier 2023.

McClure, Tess (2021, 16 septembre). Aukus Submarines Banned from New Zealand as Pact Exposes Divide With Western Allies. *The Guardian*, [En ligne], <https://www.theguardian.com/world/2021/sep/16/aukus-submarines-banned-as-pact-exposes-divide-between-new-zealand-and-western-allies>, c. le 21 janvier 2023.

McCubbing, Gus (2022, 20 décembre). Australia Still Missing Out on 50pc of Pre-Covid Chinese Students. *The Australian Financial Review*, [En ligne], <https://www.afr.com/work-and-careers/education/australia-still-missing-out-on-50pc-of-pre-covid-chinese-students-20221220-p5c7qi>, c. le 21 janvier 2023.

McDermott, Quentin (2017, 29 novembre). Sam Dastyari Defended China's Policy in South China Sea in Defiance of Labor Policy, Secret Recording Reveals. *ABC News*, [En ligne], <https://www.abc.net.au/news/2017-11-29/sam-dastyari-secret-south-china-sea-recordings/9198044>, c. le 21 janvier 2023.

McGuirk, Rod (2021, 26 mars). Australian Envoy Reportedly Describes China as 'Vindictive'. *Associated Press*, [En ligne], <https://apnews.com/article/beijing-global-trade-australia-free-trade-coronavirus-pandemic-f1bec60c6c7dd7ba261169bcbedb0830>, c. le 21 janvier 2023.

McKenzie, Nick et al. (2017a, 5 juin). ASIO Warns Parties that Taking China Cash Could Compromise Australia. *The Age*, [En ligne], <https://www.theage.com.au/national/asio-warns-parties-that-taking-china-cash-could-compromise-australia-20170602-gwjc8t.html>, c. le 21 janvier 2023.

McKenzie, Nick et al. (2017b, 29 novembre). Labor Senator Sam Dastyari Warned Wealthy Chinese Donor Huang Xiangmo that his Phone was Bugged. *The Sydney Morning Herald*, [En ligne], <https://www.smh.com.au/politics/federal/labor-senator-sam-dastyari-warned-wealthy-chinese-donor-huang-xiangmo-his-phone-was-bugged-20171128-gzu14c.html>, c. le 21 janvier 2023.

McKenzie, Nick et Uhlmann, Chris (2019, 5 février). Canberra Strands Beijing's Man Offshore, Denies Passport. *The Sydney Morning Herald*, [En ligne], <https://www.smh.com.au/politics/federal/canberra-strands-beijing-s-man-offshore-denies-passport-20190205-p50vtg.html>, c. le 21 janvier 2023.

Medcalf, Rory (2018, 21 mars). The Silent Invasion: The Question of Race. *The Lowy Institute*, [En ligne], <https://www.loyyinstitute.org/the-interpretor/silent-invasion-question-race>, c. le 21 janvier 2023.

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (2022, 20 janvier). *Japon - 6^e Communiqué conjoint des ministres des Affaires étrangères et de la défense de la République française et du Japon*, [En ligne], <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/japon/evenements/article/japon-6e-communique-conjoint-des-ministres-des-affaires-etrangees-et-de-la>, c. le 21 janvier 2023.

Ministry of Foreign Affairs of Japan (2021, 6 janvier). *Japan-Australia Reciprocal Access Agreement*, [En ligne], https://www.mofa.go.jp/a_o/ocn/au/page4e_001195.html, c. le 21 janvier 2023.

Ministry of Foreign Affairs of Japan (2023, 11 janvier). *Signing of Japan-UK Reciprocal Access Agreement*, [En ligne], https://www.mofa.go.jp/erp/we/gb/page1e_000556.html, c. le 21 janvier 2023.

Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China (n.d.). *The Third Wave of Establishing Diplomatic Relations with other Countries*, [En ligne], https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/ziliao_665539/3602_665543/3604_665547/200011/t20001117_697859.html, c. le 21 janvier 2023.

Ministry of Foreign Affairs Singapore (2016, 6 mai). *MFA Press Statement: Singapore-Australia Comprehensive Strategic Partnership Package*, [En ligne], https://www.mfa.gov.sg/Overseas-Mission/Geneva/Mission-Updates/2016/05/press_20160506, c. le 21 janvier 2023.

Murphy, Katherine (2016, 2 septembre). Sam Dastyari's Expenses Scandal a 'Cash for Comments' Moment, Says Turnbull. *The Guardian*, [En ligne], <https://www.theguardian.com/australia-news/2016/sep/02/sam-dastyaris-expenses-scandal-a-cash-for-comment-moment-says-turnbull>, c. le 21 janvier 2023.

National Archives of Australia (n.d.). *Fact Sheet 247: Australia's Diplomatic Relations with China*, [En ligne], <https://www.naa.gov.au/sites/default/files/2020-05/fs-247-australias-diplomatic-relations-with-china.pdf>, c. le 21 janvier 2023.

Needham, Kirsty (2017, 28 novembre). Huang Xiangmo, Party Donor at Centre of China Influence Debate, Steps Down. *The Sydney Morning Herald*, [En ligne], <https://www.smh.com.au/world/huang-xiangmo-businessman-at-centre-of-china-influence-debate-steps-down-from-group-20171128-gztz32.html>, c. le 21 janvier 2023.

Needham, Kirsty et Yu, Sophie (2020, 26 novembre). China to Impose Temporary Anti-Dumping Measures on Australian Wine Imports. *Reuters*, [En ligne], <https://www.reuters.com/article/us-china-australia-wine/china-to-impose-temporary-anti-dumping-measures-on-australian-wine-imports-idUSKBN28703A>, c. le 21 janvier 2023.

New Zealand Ministry of Foreign Affairs and Trade (2017). *2017 New Zealand and China: Diplomatic Milestones*, [En ligne], <https://www.mfat.govt.nz/assets/Trade-agreements/China-NZ-FTA/NZ-China-2017-infographic.pdf>, c. le 21 janvier 2023.

Niewenhuis, Luca (2020, 18 novembre). The 14 Sins of Australia: Beijing Expands List of Grievances and Digs in for Extended Diplomatic Dispute. *The China Project*, [En ligne], <https://thechinaproject.com/2020/11/18/the-14-sins-of-australia-beijing-expands-list-of-grievances-and-digs-in-for-extended-diplomatic-dispute/>, c. le 21 janvier 2023.

Office of the Historian, Department of State (n.d.). Southeast Asia Treaty Organization, 1954. *Milestones: 1953-1960*, [En ligne], <https://history.state.gov/milestones/1953-1960/seato>, c. le 21 janvier 2023.

Packham, Colin (2020, 19 juin). Australia Sees China as Main suspect in State-Based Cyberattacks, sources say. *Reuters*, [En ligne], <https://www.reuters.com/article/us-australia-cyber/australia-sees-china-as-main-suspect-in-state-based-cyberattacks-sources-say-idUSKBN23P3T5>, c. le 21 janvier 2023.

Patel, Uma (2016, 7 septembre). Sam Dastyari Steps Down from Labor Frontbench after Accepting Money from Chinese Donors" *ABC News*, [En ligne], <https://www.abc.net.au/news/2016-09-07/sam-dastyari-steps-down-from-labors-front-bench/7823970>, c. le 21 janvier 2023.

Peng, Zhengzhou (2023, 14 janvier). What's Behind China's Resumed Imports of Australian Coal?. *The Diplomat*, [En ligne], <https://thediplomat.com/2023/01/whats-behind-chinas-resumed-imports-of-australian-coal/>, c. le 21 janvier 2023.

Perper, Rosie (2019, 28 août). Australia Snubbed Huawei and Completed its Undersea Cable Project to Bring High-Speed Internet to Pacific Islands. *Business Insider*, [En ligne], <https://www.businessinsider.com/australia-snubs-huawei-finishes-undersea-cables-for-pacific-islands-2019-8>, c. le 21 janvier 2023.

Prime Minister of Australia (2022, 19 décembre). *Anniversary of Diplomatic Relations Between Australia and the People's Republic of China* [Communiqué de presse], [En ligne], <https://www.pm.gov.au/media/anniversary-diplomatic-relations-between-australia-and-peoples-republic-china>, c. le 21 janvier 2023.

Putz, Catherine (2019, 15 juillet). Which Countries are For or Against China's Xinjiang Policies. *The Diplomat*, [En ligne], <https://thediplomat.com/2019/07/which-countries-are-for-or-against-chinas-xinjiang-policies/>, c. le 21 janvier 2023.

Refugee Council of Australia (2023, 21 janvier). *Offshore Processing Statistics*, [En ligne], <https://www.refugeecouncil.org.au/operation-sovereign-borders-offshore-detention-statistics/>, c. le 21 janvier 2023.

Rimon, Rimon (2022, 12 juillet). China Influenced Kiribati Exit from Pacific Islands Forum, MP Claims. *The Guardian*, [En ligne], <https://www.theguardian.com/world/2022/jul/12/china-influenced-kiribati-exit-from-pacific-islands-forum-mp-claims>, c. le 21 janvier 2023.

Rothwell, Donald (2022, 25 août). Is Australia in Danger of Becoming the US's 'Deputy Sheriff' in the South China Sea?. *The Conversation*, [En ligne], <https://theconversation.com/is-australia-in-danger-of-becoming-the-uss-deputy-sheriff-in-the-south-china-sea-189314>, c. le 21 janvier 2023.

Rudd, Kevin (2022, novembre/décembre). The World According to Xi Jinping. *Foreign Affairs*, [En ligne],

<https://www.foreignaffairs.com/china/world-according-xi-jinping-china-ideologue-kevin-rudd>, c. le 21 janvier 2023.

SBS (2021, 21 avril). Federal Government Rips Up Victoria's Controversial Belt and Road Agreements with China. *SBS*, [En ligne], <https://www.sbs.com.au/news/article/federal-government-rips-up-victorias-controversial-belt-and-road-agreements-with-china/zecfjjhzk>, c. le 21 janvier 2023.

Schiele, Alexandre (2022). Les Nouvelles routes de la soie... vues de Chine. *Regards géopolitiques*, 8 (3), [En ligne], <https://cqegheulaval.com/2022/09/14/les-nouvelles-routes-de-la-soie-vues-de-chine/>, c. le 21 janvier 2023.

Scott, David (2018). China and the Baltic States: Strategic Challenges and Security Dilemmas for Lithuania, Latvia and Estonia. *Journal on Baltic Security*, 4 (1), 25-37.

Shattuck, Thomas J. (2021, 7 avril). Assessing the Patterns of PLA Incursions into Taiwan's ADIZ. *Global Taiwan Brief*, 6 (7), [En ligne], <https://www.fpri.org/article/2021/04/assessing-the-patterns-of-pla-air-incursions-into-taiwans-adiz/>, c. le 21 janvier 2023.

Sheftalovich, Zoya (2021, 16 septembre). Why Australia Wanted Out of Its French Submarine Deal. *Politico*, [En ligne], <https://www.politico.eu/article/why-australia-wanted-out-of-its-french-sub-deal/>, c. 21 janvier 2023.

Shepherd, Tory (2023, 4 février). US Hails Progress in Getting Australia Nuclear-Powered Submarines' at the Earliest Possible Date. *The Guardian*, [En ligne], <https://www.theguardian.com/australia-news/2023/feb/04/us-hails-progress-in-getting-australia-nuclear-powered-submarines-at-the-earliest-possible-date>, c. le 4 février 2023.

Shugart, Thomas (2021, 9 août). *Australia and the Growing Reach of China's Military*, The Lowy Institute, [En ligne], <https://www.loyyinstitute.org/publications/australia-growing-reach-china-s-military>, c. 21 janvier 2023.

Tan Su-Lin (2021, 23 janvier). For Mainland Chinese Migrants, in Australia, Adapting to New Home Made Worse by Coronavirus, Racism, and Isolation. *The South China Morning Post*, [En ligne], <https://www.scmp.com/week-asia/politics/article/3118848/mainland-chinese-migrants-australia-adapting-new-home-made-worse>, c. le 21 janvier 2023.

The Diplomat (2010, 5 novembre). The Dalai Lama Effect. *The Diplomat*, [En ligne], <https://thediplomat.com/2010/11/the-dalai-lama-effect/>, c. le 21 janvier 2023.

The Economist (2016, 10 septembre). You can't buy trust. *The Economist*, [En ligne], <https://www.economist.com/asia/2016/09/10/you-cant-buy-trust>, c. le 21 janvier 2023.

The Lowy Institute (2022). *Poll 2022: China: Economic Partner or Security Threat ?*, [En ligne], <https://poll.loyyinstitute.org/charts/china-economic-partner-or-security-threat/>, c. le 21 janvier 2023.

The Straits Times (2018, 1er février). Australia Toughens Foreign Investment Rules Amid China Concerns. *The Straits Times*, [En ligne], <https://www.straitstimes.com/asia/australianz/australia-toughens-foreign-investment-rules-amid-china-concerns>, c. le 21 janvier 2023.

The Sydney Morning Herald (2008, 10 mai). Revealed: Young Rudd's China Sermon. *The Sydney Morning Herald*, [En ligne], <https://www.smh.com.au/national/revealed-young-rudds-china-sermon-20080510-gdsd1u.html>, c. le 21 janvier 2023.

The Sydney Morning Herald (2012, 29 mars). PM Defends Banning of Chinese Company. *The Sydney Morning Herald*, [En ligne], <https://www.smh.com.au/technology/pm-defends-banning-of-chinese-company-20120329-1w0lt.html>, c. le 21 janvier 2023.

The Sydney Morning Herald (2018, 25 janvier). Labor Senator Sam Dastyari Formally Quits Parliament. *The Sydney Morning Herald*, [En ligne], <https://www.smh.com.au/politics/federal/labor-senator-sam-dastyari-formally-quits-parliament-20180125-h0ofn3.html>, c. le 21 janvier 2023.

Till, Geoffrey (2018), *Seapower: A Guide for the Twenty-First Century*, 4th edition, Milton Park, Abingdon, Oxon, New York, New York, Routledge.

Tow, Shannon R. (2012). Diplomacy in an Asymmetric Alliance: Reconciling Sino-Australian Relations with Anzus, 1971. *International Relations of the Asia-Pacific*, (12), 71-100.

U.S. Navy (2022a, 8 avril). *U.S. and Philippines Successfully Conclude 37th Balikatan*, [En ligne], <https://www.navy.mil/Press-Office/News-Stories/Article/2993877/us-and-philippines-successfully-conclude-37th-balikatan/>, c. le 21 janvier 2023.

U.S. Navy (2022b, 11 novembre). *Japan Hosts Australia, India, U.S. in Naval Exercise Malabar 2022*, [En ligne], <https://www.navy.mil/Press-Office/News-Stories/Article/3216935/japan-hosts-australia-india-us-in-naval-exercise-malabar-2022/>, c. le 21 janvier 2023.

UNCTAD (2020m 29 mars). Australia – Temporarily Tightened its Rules on Foreign Takeovers. *Investment Policy Monitor*, [En ligne], <https://investmentpolicy.unctad.org/investment-policy-monitor/measure/3505/australia-temporarily-tightened-its-rules-on-foreign-takeovers>, c. le 21 janvier 2023.

Unjhwala, Yusuf T. (2018, 23 février). Quads Needs Both Economic & Military Plan for Indo-Pacific. *The Economic Times*, [En ligne], <https://economictimes.indiatimes.com/news/defence/quads-needs-both-economic-military-plan-for-indo-pacific/articleshow/63049831.cms?from=mdr>, c. le 21 janvier 2023.

Vaugh, Bruce (2013). *New Zealand: U.S. Security Cooperation and the U.S. Rebalancing to Asia Strategy*, Congressional Research Service, [En ligne], <https://sgp.fas.org/crs/row/R42993.pdf>, c. le 21 janvier 2023.

Wallis, Joanne et Wesley, Micheal (2016). Unipolar Anxieties: Australia's Melanesia Policy after the Age of Intervention. *Asia & the Pacific Policy Studies*, 3, (1), 26-37.

Walters, Laura (2019, 7 août). Govt Raises Interference Concerns with China. *Newsroom*, [En ligne], <https://www.newsroom.co.nz/2019/08/07/734342/government-raises-interference-concerns-with-china>, c. le 21 janvier 2023.

White House (2021a, 15 septembre). *Joint Leaders Statement on AUKUS*, [En ligne], <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/09/15/joint-leaders-statement-on-aukus/>, c. le 21 janvier 2023.

White House (2021b, 24 septembre). *Joint Statement from Quad Leaders*, [En ligne], <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/09/24/joint-statement-from-quad-leaders/>, c. le 21 janvier 2023.

Whiting, Natalie (2023, 19 janvier). PNG Prepares to Sign Defence Cooperation Agreement with US as it Finalises Security Treaty with Australia. *ABC News*, [En ligne], <https://www.abc.net.au/news/2023-01-20/png-prepares-to-sign-a-defence-cooperation-agreement-with-us/101871422>, c. le 21 janvier 2023.

Whitlock, Craig et Jones, Nate (2022, 18 octobre). Former U.S. Navy Leaders Profited From Overlapping Interests on Sub Deal. *The Washington Post*, [En ligne], <https://www.washingtonpost.com/investigations/interactve/2022/australia-nuclear-submarines-us-admirals/>, c. le 21 janvier 2023.

Wine Australia (2020). *Export Report December 2019* [Communiqué de presse], [En ligne], <https://www.wineaustralia.com/news/media-releases/export-report-december-2019>, c. le 21 janvier 2023.

WITS – UNSD Comtrade (n.d. a). *Australia Trade Summary 2001, World Integrated Trade Solution*, [En ligne], <https://wits.worldbank.org/CountryProfile/en/Country/AUS/Year/2001/SummaryText>, c. le 21 janvier 2023.

WITS – UNSD Comtrade (n.d. b). *New Zealand Trade Summary 2001, World Integrated Trade Solution*, [En ligne], <https://wits.worldbank.org/CountryProfile/en/Country/NZL/Year/2001/SummaryText>, c. le 21 janvier 2023.

WITS – UNSD Comtrade (n.d. c). *New Zealand Trade Summary 2008, World Integrated Trade Solution*, [En ligne], <https://wits.worldbank.org/CountryProfile/en/Country/NZL/Year/2008/SummaryText>, c. le 21 janvier 2023.

WITS – UNSD Comtrade (n.d. d). *New Zealand Trade Summary 2013, World Integrated Trade Solution*, [En ligne], <https://wits.worldbank.org/CountryProfile/en/Country/NZL/Year/2013/SummaryText>, c. le 21 janvier 2023.

WITS – UNSD Comtrade (n.d. e). *New Zealand Trade Summary 2010, World Integrated Trade Solution*, [En ligne], <https://wits.worldbank.org/CountryProfile/en/Country/NZL/Year/2010/SummaryText>, c. le 21 janvier 2023.

WITS – UNSD Comtrade (n.d. f). *Australia Trade Summary 2009, World Integrated Trade Solution*, [En ligne], <https://wits.worldbank.org/CountryProfile/en/Country/AUS/Year/2009/SummaryText>, c. le 21 janvier 2023.

Wong, Audrye (2022). *The Diaspora and China's Foreign Influence Activities*, Woodrow Wilson International Center for Scholars, [En ligne], https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/media/uploads/documents/Wong_The%20Diaspora%20and%20China%27s%20Foreign%20Influence%20Activities.pdf, c. le 21 janvier 2023.

Wroe, David (2017, 25 avril). Australian Troops Will Be in Iraq, Afghanistan for Long Term, Says Malcolm Turnbull. *The Sydney Morning Herald*, [En ligne], <https://www.smh.com.au/politics/federal/australian-troops-will-be-in-iraq-afghanistan-for-long-term-says-malcolm-turnbull-20170425-gvs56t.html>, c. le 21 janvier 2023.

Xi Jinping (2013). Work Together to Build a 21st-century Maritime Silk Road. Dans Xi Jinping (2014). *The Governance of China*. Vol. 1. Beijing: Foreign Language Press, 320-324.

Xi Jinping (2014). *The Governance of China*. Vol. 1. Beijing: Foreign Language Press.

Xi Jinping (2015). Remember the Past and Our Martyrs, Cherish Peace, and Build a New Future. Dans Xi Jinping (2017). *The Governance of China*. Vol.2. Beijing: Foreign Language Press, 484-486.

Xi Jinping (2017). *The Governance of China*. Vol.2. Beijing: Foreign Language Press.

Xi Jinping (2020). *The Governance of China*. Vol.3. Beijing: Foreign Language Press.

Xi Jinping (2022). *The Governance of China*. Vol.4. Beijing: Foreign Language Press.

Xiao, Bang et Zhou, Christina (2019, 9 août). Hong Kong Protests Spread Across Australia Revealing Deep Divisions in Chinese Community. *ABC News*, [En ligne], <https://www.abc.net.au/news/2019-08-10/hong-kong-protests-spread-across-australia/11398832>, c. le 21 janvier 2023.

Xie, John (2021, 6 janvier). China Is Increasing Taiwan Airspace Incursions. *Voice of America*, [En ligne], https://www.voanews.com/a/east-asia-pacific_voa-news-china_china-increasing-taiwan-airspace-incursions/6200418.html, c. le 21 janvier 2023.

Xue Li et Zheng Yuwen (2016, 30 mars). A Blueprint for China's Neighborhood Diplomacy. *The Diplomat*, [En ligne], <https://thediplomat.com/2016/03/a-blueprint-for-chinas-neighborhood-diplomacy/>, c. le 21 janvier 2023.

Zhuang, Yan (2019, 8 août). Pro-Hong Kong Students in Australia Filmed, Threatened and Intimidated. *The Sydney Morning Herald*, [En ligne], <https://www.smh.com.au/national/pro-hong-kong-students-in-australia-filmed-threatened-and-intimidated-20190808-p52fa8.html>, c. le 21 janvier 2023.